

# L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2831 | 66<sup>e</sup> année | Du 5 au 18 janvier 2012 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | [www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net)



## Sortons de l'euro

### L'ESSENTIEL

#### ✓ ÉCONOMIE

Commerce extérieur :  
quand la France s'appauvrit ... p. 2

#### ✓ SOCIÉTÉ

Regard sur l'immigration ..... p. 4

#### ✓ MONDE

États-Unis : Obama  
n'est pas encore battu ..... p. 8

Irak : l'Amérique  
se retire du chaos ..... p. 9

Chrétiens en Terre sainte ..... p. 16

#### ✓ ARTS & LETTRES

Lauriers et lys du roi Henri ... p. 10

Provence, filon de l'édition ? .. p. 11

#### ✓ HISTOIRE

Tocqueville au Far West ..... p. 12

#### ✓ IDÉES

Désuet, Maurras? ..... p. 13

#### ✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

Nation et modernité ..... p. 14



Page 3

L'ACTION FRANÇAISE présente, à l'occasion de la nouvelle année, à Mgr le comte de Paris, duc de France, au prince Jean, dauphin de France, au jeune prince Gaston et à toute la famille de France, ses vœux les plus dévoués et les plus sincères. Que 2012 soit l'année du redressement national ! Que les princes sachent que les militants d'Action française, face aux défis toujours plus nombreux que le pays a à relever, n'économiseront pas leurs efforts pour sauvegarder l'héritage et ramener l'héritier légitime. Pour que vive la France, vive le roi ! □

### L'urgence peut toujours attendre

À L'ORÉE de cette année nouvelle, l'Action française souhaite bon courage aux hommes et aux femmes qui concourent pour l'élection présidentielle. Et d'abord une santé de fer, tant les exigences physiques imposées aux différents candidats sont proprement démentielles. Peu d'alcool, du sport avec régularité, enfin de la vitamine C, sans quoi rien n'est possible. D'ailleurs, tout le secret est là. En 2012, une bonne suée avec David Douillet vaut tous les discours. Plus de politiciens, que des athlètes, des marathoniens du suffrage. En vérité, un monde fébrile, survolté, noyé par mille informations qu'il

sollicite et qui pourtant le dépassent, défaillant à la moindre occasion devant des instituts de notation et toujours à la traîne naturellement. Tous sont rivés à deux ou trois portables dans l'attente névrotique d'un événement. Tout, immédiatement. Aucun recul. Aucune perspective pour la nation. Aucun recours à l'histoire. On sait que, pour eux, la disgrâce, c'est un téléphone qui ne sonne plus. On consulte sa messagerie avec l'énergie du désespoir, mais c'est vide. Néant. Robinson sur son île.

Le dernier film de Pierre Schöller, *L'Exercice de l'État*, comme celui de George Clooney, *Les Marches du Pouvoir*, dénoncent à leur manière cette omniprésence du portable perçu comme un gage de pouvoir qui rassure notre ambitieux à courte vue. Ces hommes qui ne savent vivre que

dans l'urgence nous réclament à nouveau les commandes du navire commun, notre pays la France. Mais pas un seul n'est assez détaché pour pouvoir mépriser l'événement et nous dévoiler le cap à suivre. Et il n'est pas dans leur pouvoir d'y changer quoi que ce soit. Ce qui vous le disent vous trompent. Il leur faudrait déjà la serene confiance du gouvernement turc ou russe, décomplexés eux-mêmes et qui avancent ! On finirait par donner raison au seul Jean-Pierre Pernaut, animateur de nos déjeuners, qui montre peut-être - au fond, qui sait ? - du bon sens en mettant l'accent sur les permanences, le temps immobile, les choses qui durent. En somme, le poids du vaisseau qui se maintient face au déferlement des vagues et relativise l'agitation qui nous attend. □

Marc Savina

M 01093 - 2831 - F: 4,00 €



« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

□ COMMERCE EXTÉRIEUR

# Quand la France s'appauvrit

L'année écoulée se solde par un déficit commercial record, qui ne manquera pas d'alimenter les débats électoraux... En cause : la facture énergétique, mais aussi la nature du tissu industriel français.



La France conserve quelques niches de plus-values, en particulier dans ses domaines de compétence traditionnelle, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire.

Une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, le déficit commercial de la France en 2011 est chiffré par le gouvernement à 75 milliards d'euros. Un record : en 2010, le déficit avait atteint 51,66 milliards. Et cela ne devrait pas s'améliorer cette année, alors que les prévisions de croissance sont en berne. Comment expliquer les contreperformances globales de nos entreprises, qu'occultent la plupart du temps les résultats flatteurs de quelques pôles d'excellence ? Selon Pierre Lellouche, secrétaire d'État au Commerce extérieur, les faiblesses françaises sont à la fois d'ordre conjoncturel et structurel. C'est dire s'il y a fort à faire pour redresser la barre.

## Désindustrialisation

Parmi les principaux facteurs conjoncturels invoqués figurent la "facture énergétique", à hauteur d'une douzaine de milliards, et les fluctuations de l'euro pour environ 3 milliards. Une explication qui peine à convaincre, car des pays proches, confrontés aux mêmes difficultés, ont enregistré des excédents. Plus inquiétant, de l'aveu même du secrétaire d'État, est le défaut de compétitivité structurel de l'industrie française. La France, déplore Pierre Lellouche, « est le seul grand pays européen dont les exportations n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la crise ». Certes, mais beaucoup de Français, et parmi eux nombre de dirigeants d'entreprise, n'ont pas le sentiment d'être déjà sortis de la crise. De fait, neuf cents usines ont été fermées depuis trois ans, et durant cette période 100 000 emplois industriels ont

été détruits. Fort heureusement, la France conserve quelques niches de plus-values, en particulier dans ses domaines de compétence traditionnelle, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, qui compensent partiellement les pertes enregistrées dans d'autres secteurs de l'export. Malgré tout, la crise persistante en Europe et la situation difficile de plusieurs pays voisins, clients des entreprises françaises, n'arrangent pas les choses.

Arguant de ce constat, Pierre Lellouche appelle à un « travail de réindustrialisation » de la France. Une bien tardive prise de conscience. Car le secrétaire d'État est issu de cette classe politique qui naguère tablait sur une France sans industrie - polluante ou non -

et sans ouvriers, un pays principalement dépendant des sociétés de services.

## Aide aux PME

En attendant une "réindustrialisation" problématique - comme le suggère le faible taux de relocalisations par rapport aux délocalisations - le gouvernement se propose d'aider les PME et les ETI (entreprises de taille intermédiaire) à percer sur les marchés extérieurs. En annonçant, après les déconvenues des secteurs automobile et nucléaire, un soutien accru aux « grands contrats », le Premier ministre François Fillon avait donné l'impression de négliger les entreprises de taille moyenne. Or, suivant un tropisme

bien connu, les dirigeants français semblent découvrir maintenant une piste explorée depuis longtemps par les Allemands, à savoir l'importance des PME et de leur savoir-faire dans la correction de la balance commerciale. Dans cet esprit, le secrétaire d'État Pierre Lellouche a présenté récemment un "programme France export 2012" destiné *in fine* à aider les petites et moyennes entreprises à se lancer à l'international. Ce programme se compose de plus d'un millier de manifestations collectives à l'étranger : salons internationaux, rencontres d'acheteurs potentiels, missions exportatrices, etc., autant d'opérations subventionnées par les pouvoirs publics avec le concours, notamment, des Chambres de commerce et d'industrie en France et à l'étranger. Quelque 17 000 participations d'entreprises sont actuellement prévues dans le cadre de ce programme.

## La place centrale de l'État

On a beau suivre les brisées allemandes, la démarche française se distingue par la place centrale qu'occupe l'État dans ce dispositif. Alors que les PME allemandes orientées vers l'export sont souvent parrainées par les grandes entreprises avec lesquelles elles travaillent. Une méthode qui renforce les synergies et peut sécuriser les sous-traitants.

Les mesures annoncées à Paris en réaction aux mauvais chiffres du commerce extérieur ont des raisons objectives, le déficit devant être financé par un endettement supplémentaire vis-à-vis de l'étranger. Et accessoirement elles peuvent tendre à resserrer l'argumentaire de la majorité en vue des élections ; encore que la vitalité de nos exportations et la maîtrise de nos importations ne soient pas au cœur du projet socialiste, la gauche étant peu regardante sur le coût du travail. Il est vrai que notre commerce extérieur est déficitaire depuis huit ans. On commençait à s'y habituer. C'est ainsi que la France s'appauvrit, et qu'elle entre en récession. ■

Guy C. Menuisier

## » RÉBELLION

Après avoir adopté une constitution jugée réactionnaire, sinon liberticide, la Hongrie sort des clous en matière monétaire. Son gouvernement semble décidé à exercer une influence accrue sur la banque centrale du pays, quitte à rompre avec les canons internationaux - voire le droit européen. Suspucieux, le FMI et l'UE ont suspendu les discussions ouvertes avec Budapest en vue de lui octroyer une aide financière.

## » ICONOCLASME

Un chaire « de l'anti-libéralisme » siègera désormais au Conseil général de la Banque de France, rapporte *La Tribune*. Bernard Maris y a été nommé le 21 décembre par le président du Sénat. Nos confrères lui prêtent « des propositions iconoclastes pour sortir de la crise ». Ainsi s'est-il prononcé en faveur d'un défaut de la France sur sa dette publique.

## » EMPRUNTS

Les régions se tournent vers les épargnants. La voie avait été ouverte en 2009 par le Pays de la Loire, imité depuis par le Limousin, l'Auvergne et Rhône-Alpes. Cette année, l'île de France, le Centre et PACA devraient lancer également un emprunt populaire. « C'est une goutte d'huile qui permet de débloquent les rouages », selon Michel Yahiel, délégué général de l'Association des régions de France, cité par *La Tribune*. Les banques ne sont pas en reste, à l'image du Crédit foncier, qui proposera bientôt aux particuliers la souscription en ligne d'une obligation.

## INDUSTRIE

### Relocalisations à foison ?

CRÉÉE EN JUILLET 2007, Ledpower se vante d'être « le premier fabricant industriel français » de diodes électroluminescentes. À l'origine, cette entreprise sous-traitait en Chine la production de ses ampoules. Mais aujourd'hui, rapportent *Les Échos*, « elle a décidé de relocaliser sa production à Saint-Calais, une commune de 3 600 habitants située dans la Sarthe. Elle vient de recevoir une avance remboursable de deux millions d'euros pour accélérer son projet de développement devant permettre de créer trente-sept emplois et de mieux rivaliser avec des géants comme le néerlandais Philips. »



« Pour répondre à une commande de 3 000 tubes, il me fallait trois semaines de fabrication en Chine, vingt-deux jours de transport, et sept à dix jours de passage en douane », explique le P-DG Romuald Fromentin. « Une même commande me demande aujourd'hui trente heures de production dans mon usine sarthoise. Cette réactivité nous permet de produire au plus près des besoins de nos clients. » Selon nos confrères, Ledpower aurait « sur-

tout automatisé la quasi-totalité de sa production et investi fortement dans la R&D [recherche et développement] pour mettre l'accent sur la qualité ».

En effet, tandis que « la délocalisation se fait pour une question de coût, la relocalisation est plus un retour sur une logique de qualité », observe l'économiste Olivier Bouba Olga, interrogé par *TF1 News*. À l'heure où l'attention se focalise sur le coût du travail, ce constat ne manquera pas de nourrir le débat sur la "TVA sociale" annoncée par le président de la République. Quoi qu'il en soit, en dépit de leur médiatisation, les relocalisations ne constitueraient qu'un « épiphénomène ». En 2009 et 2010, parmi huit mille opérations d'investissements en France, on en aurait dénombré seulement vingt-quatre cas. ■ G.D.

## — L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 93  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (\*)  
Directeur de la publication : M.G. Pujo  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Directeur éditorial : François Marcilhac  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

**Politique** : Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, Marc Savina  
**Société** : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc

**Économie & Social** : Guy C. Menuisier

**Europe** : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

**Monde** : Philippe Maine, Pascal Nari

**Arts & Lettres** : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens

**Histoire** : Michel Fromentoux, Yves Lenormand

**Idées** : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac, abbé Guillaume de Tanoüarn

**Abonnements, publicité, promotion** : Monique Lainé

# Sortons de l'euro



Cherchant, n'en doutons pas, à élever le débat, Jean Quatremer avoue sur son blog *Coulisses de Bruxelles*, non sans une déconcertante fauité, avoir hésité, pour décerner son Audiard d'or 2011, entre Jacques Sapir et Emmanuel Todd, deux économistes reconnus dont le seul crime, à ses yeux, est d'être demeurés de gauche sans... être devenus ultralibéraux et eurobéats, comme on l'est à *Libé* ou à *Terra Nova* !... Pourquoi un Audiard d'or ? Parce que l'immense cinéaste est « l'auteur de cette phrase immortelle : "les cons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît" ». Il serait effectivement injuste d'accuser Quatremer d'avoir jamais « osé » une pensée originale ou une analyse à contre-courant : il se contente d'être le porte-voix, voire le porte-flingue... Internet, de l'oligarchie européenne. C'est Emmanuel Todd qui a été finalement choisi, pour avoir prédit l'éclatement de l'euro à la fin de 2011 - Sapir le prévoyant, quant à lui, pour l'hiver 2011-2012... Se sont-ils vraiment trompés ? Sur la date, peut-être - toutefois l'hiver n'est pas terminé - mais sur le caractère irréversible de la crise touchant la monnaie unique ? Car Sapir ou Todd, à gauche, mais également, à droite, Marine Le Pen ou Nicolas Dupont-Aignan, sans oublier les royalistes, ont eu raison sur un point : l'hiver 2011-2012 voit, sinon la fin effective de l'euro, du moins la chute de son dogme. L'éventualité de sa disparition est désormais considérée par les décideurs et les économistes internationaux comme crédible, voire de plus en plus souhaitable, même si Quatremer préfère la méthode Coué en voyant dans le sommet européen des 8 et 9 décembre derniers un signe de santé de la monnaie unique ! Interpréter une fuite en avant dans un fédéralisme sévère, à la solde des marchés, comme une preuve de confiance témoigne surtout d'une lecture soviétique des communiqués du Conseil européen... ou de l'institut Montaigne.

Ce *think tank* français, autant de "gauche" que de "droite" puisque mondialiste, et dirigé par l'homme d'affaires Claude Bébear, membre par

ailleurs du club Le Siècle (le monde est vraiment petit !), livrait à la mi-décembre<sup>2</sup> un scénario sur les conséquences de la sortie de l'euro dont il évaluait lui-même la fiabilité de... un à cinq ! Jusqu'à un million d'emplois supprimés, 6 à 19 % de la richesse nationale détruits, deux milliards pour frapper une nouvelle monnaie, tel serait le coût de ce "scénario catastrophe", lequel, du reste, pourrait paraître bien modeste face à ce que l'euro nous a déjà réellement coûté en termes de chômage - problème que la monnaie unique, foi de Delors, devait régler définitivement dans l'Europe entière ! -, de compétitivité, de pouvoir d'achat, de renflouements successifs. Du reste, les *think tanks* de tous bords et leurs *media* n'ont pas fait autant de cas des 15 milliards consentis à la Grèce pour sauver, non pas les Grecs, mais l'euro... jusqu'au dernier Hellène vivant !

Rejoignant les analyses des meilleurs économistes, c'est en se fondant sur des arguments de bon sens que l'Action française avait fait campagne contre l'euro il y a dix ans. Malheureusement les faits lui ont donné raison. En amalgamant des États à monnaie forte et à monnaie faible, l'euro, loin d'être adapté à des réalités économiques différentes, ne pouvait que nuire à la croissance de certains pays comme la France. Du reste, foi de germanophobe primaire !, l'euro ne fut-il pas conçu comme un (Bis)mark puisque il en valut deux, à sa création ? Il a objectivement profité à l'Allemagne dont les débouchés à l'exportation sont essentiellement concentrés en zone euro : l'euro fort lui a permis d'étouffer la concurrence européenne, tandis que sa baisse actuelle, à la suite de la crise grecque, stimule ses exportations à l'extérieur de la zone. Enfin, l'euro est l'arme du fédéralisme européen, ce que Nicolas Kavanakis résumait en affirmant que « la monnaie unique nous vole le politique d'abord », sa mise en place impliquant l'unité budgétaire, fiscale et, pour finir, politique... Nous y sommes arrivés, ou presque, avec le sommet européen de décembre.

Aujourd'hui, l'histoire nous donne raison, mais nous ne saurions nous en réjouir, les erreurs politiques de nos adversaires se faisant aux dépens des Français. Fidèles en cela à Maurras, nous refusons la politique du pire. Bien sûr, une sortie de l'euro ne serait pas indolore, mais demeurer dans la monnaie unique serait encore bien plus douloureux en termes de chômage, de récession, de désindustrialisation (déjà avancée), d'indépendance nationale et, enfin, de civilisation, l'"Europe" étant le vecteur du mondialisme et de l'immigrationnisme, une problématique, malheureusement, que ne voit ni un Emmanuel Todd, ni un Jacques Sapir, encore englués dans un idéalisme universaliste de gauche, vecteur d'un capitalisme néoesclavagiste, et qui dénoncent comme "populiste" la volonté des peuples de recouvrer leur indépendance et de sauvegarder leur identité.

Paul Krugman, prix Nobel d'économie, déclarait à l'automne dernier : « Vu comme le système se comporte, l'Europe se porterait sans doute mieux si [l'euro] s'écroulait plutôt aujourd'hui que demain », Dani Rodrik, professeur d'économie à Harvard, ajoutant que « le mieux pour la zone euro serait que son éclatement soit le plus possible anticipé et préparé ».

Anticiper et préparer la sortie de l'euro : tel devrait être le souci d'un président ou d'un candidat patriote - ce serait bien le moins ! L'homme qui dirige actuellement les affaires de la France, comme le candidat que les *media* présentent comme son unique adversaire sérieux, le sont-ils, eux qui acceptent ou organisent, depuis vingt ans sans discontinuer, aux affaires comme dans une fausse opposition, la mise sous tutelle de la France par l'étranger, une politique économique qui détruit notre industrie et aggrave le chômage et un "grand remplacement", au service de la finance anonyme et vagabonde, qui modifie en profondeur notre peuple et détruit progressivement son identité ? Alors que la nauséabonde affaire Karachi, comme nous l'avons prévu il y a un an, rattrape l'Élysée et que François Hollande n'en finit pas de se dépêtrer de la corruption généralisée de son parti, à l'aube de cette triple année Jeanne d'Arc (née en 1412), Léon Daudet (mort en 1942) et Charles Maurras (mort en 1952), l'espérance est plus que jamais nationaliste. Par son *politique d'abord*, Jeanne a sauvé la France. À notre tour de l'imiter. □

François Marcilhac

1 - <http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2012/01/emmanuel-todd-audiard-dor-2011.html>

2 - Voir *Les Échos* du 13 décembre 2011 ou <http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0201785488048-le-retour-au-franc-provoquerait-un-seisme-economique-et-social-262137.php>

## NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

### Il n'est pas trop tard...

AVEZ-VOUS PENSÉ aux étrennes de L'AF 2000 ? Il est encore temps d'envoyer votre participation. Nous vous assurons qu'elle sera bien employée. Pensez que vous pouvez aussi nous aider :

- en vous abonnant si vous ne l'êtes pas encore, c'est un acte militant,  
- en recensant autour de vous les personnes susceptibles d'être intéressées par nos idées et en nous envoyant leurs coordonnées.

Nous leur servirons un abonnement d'essai gratuit de quatre numéros pour les inciter à s'abonner. Pour tout cela, merci d'avance.

Marielle Pujo

### Liste n° 21

Virements réguliers : M<sup>lle</sup> Annie Paul, 15,24 ; M<sup>me</sup> Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; Thierry Ardiet, 15 ; M<sup>lle</sup> Marie-Suzanne de Benque d'Agut, 120 ; pour les étrennes de l'AF, 60 ; Philippe Castelluccio, 200 ; Giovanni Castelluccio, 200.

Total de cette liste 668,24 €  
Listes précédentes 10 439,08 €

Total 11 107,32 €

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

CAHIER ROYALISTE

# Regard sur l'immigration

Soucieux de « rendre les Français à la France », militants et intellectuels réunis par le Centre royaliste d'Action française livrent la synthèse de leurs réflexions sur l'immigration.



Pour en finir avec l'intégration républicaine...

L'immigration sera-t-elle au cœur de la campagne présidentielle, à côté de l'euro, de la sécurité et du chômage ? Comme si, de fait, tous ces défis que notre pays a à relever n'étaient pas intrinsèquement liés ! À la fois victimes et bras armés du mondialisme, les immigrés, légaux ou illégaux, représentent pour l'Europe et singulièrement pour la France un problème majeur que notre pays doit résoudre s'il veut continuer d'exister. Ce que Renaud Camus appelle le « grand remplacement » de notre peuple par des masses hétérogènes dont la présence sur notre sol, en nombre toujours plus

grand, a pour effet de désagréger l'unité du pays. Cette substitution de population se déroule sous nos yeux, sans que les Français en aient vraiment conscience, non pas tant avec la complicité que sous l'impulsion d'élites dénationalisées, défrancisées, qui organisent la dissolution des peuples historiques en vue d'instaurer le grand village planétaire dans lequel des hordes déracinées, livrées à tous les communautarismes, seront devenues les esclaves d'un ordre financier inhumain, car ayant rompu avec l'histoire. Du moins, est-ce l'utopie mortifère qui préside à cette politique concertée, notamment au plan européen.

En matière d'immigration aussi, il faut "savoir raison garder", c'est-à-dire comprendre que l'enjeu est multiple : démographique, ethnique, économique, bien sûr, mais avant tout civilisationnel. C'est pourquoi ce livre collectif, *Rendre les Français à la France*, selon une belle expression empruntée à Paul-Marie Coûteaux et qui rassemble des signatures prestigieuses, dont celle d'Aymeric Chauprade, vise à dépasser les fantasmes, le rejet instinctif ou les tabous, notamment immigrationnistes, pour cerner le problème de l'immigration dans toutes ses dimensions : immigration choisie, regroupement familial, droit du sol, intégration, assimilation, éducation, religion, culture, pérennité de la nation... Et si l'immigration révélait avant tout la faillite d'un système ? L'Action française ouvre le débat et propose quelques pistes. Car il est encore temps de sauver l'héritage. ■

François Marcilhac

✓ Immigration - Rendons les Français à la France ; brochure diffusée par le CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris ; 7 euros.

✓ Au sommaire : "Rendre les Français à la France", par Olivier Perceval ; "Immigration : en finir avec les tabous", par François Marcilhac ; "À propos des notions d'intégration et d'assimilation", par Olivier Perceval ; "Éducation et immigration", par Ahmed Rachid Chekroun ; "Faillite du système", par François Bel-Ker ; "Immigration choisie et discrimination positive", par Olivier Perceval ; "L'immigration extra-européenne, défi majeur pour l'Europe", par Aymeric Chauprade ; "Données sur l'immigration", par Jean-Paul Gourevitch.

## VIE LOCALE

### N'est pas Staline qui veut...

De la démagogie au quotidien.



DEPUIS QUELQUE temps, au centre de tri postal de Gennevilliers, un conflit oppose la direction de La Poste aux syndicats. En effet, les syndicalistes reprochaient à la direction d'avoir supprimé deux tournées, notamment dans la cité du Luth. En vérité, il ne s'agit que de deux facteurs, partis à la retraite et qui n'ont pas été remplacés. Ce n'était jusque-là qu'un combat de plus entre syndicats et direction. Mais M. le maire, "Joseph Staline" Bourguin, n'entend pas rester à l'écart de ce conflit, qui lui rappelle, sans doute, l'éternel com-

bat du prolétariat contre le patronat, dont lui et ses amis sont si friands. Il ne peut loucher l'occasion d'une telle histoire dans sa ville. Ainsi, il s'insurge, il convoque, pour résumer, il brasse du vent, comme tout politique, à l'approche des élections présidentielle et législatives.

### Faire "plier" La Poste

Car, selon lui, c'est de la discrimination à l'égard des habitants du Luth. Aucun argument de la direction ne pourrait le convaincre. Pas même le fait que la distribution du courrier a baissé en deux ans de 11 % dans ce quartier, ce qui implique une réorganisation des tournées sans pour autant provoquer de quelconques licenciements : on a simplement attendu leur départ à la retraite. Mais M. le maire veut montrer son omniprésence et ses compétences

évidentes à régler un problème social tout en répondant à la problématique financière. Ainsi, il va jusqu'à la direction nationale, pour faire "plier" La Poste. M. Bourguin, votre démarche est aussi ridicule que votre méconnaissance du problème est abyssale. Sinon, vous sauriez que La Poste a investi 850 000 euros pour un nouveau bureau en plein milieu du Luth, ce qui permettra aux riverains de profiter d'une plus grande proximité. Pour finir, je me permets de vous rappeler que les riverains ne seront pas touchés par cette réorganisation, car il s'agit de s'adapter au flux du courrier distribué, qui a considérablement varié ces dernières années. Il ne reste plus qu'à espérer que la haute direction de La Poste ne se laissera pas impressionner par cet apprenti dictateur. ■

Geoffrey Dupire

## Au fil de la presse



Où, à moins d'une révolution complète, il apparaît que 2012 ne différera guère de ses devancières. Le peuple, cet éternel manipulé, sera à nouveau courtisé par ceux-là mêmes qui, depuis des lustres, se payent impunément sa tête. Cocu mais content !

□ On s'interroge à bon droit sur la capacité de discernement de ce bon peuple que l'on flatte dans tous les sens, sans parvenir à déterminer si c'est lui-même qui se trompe ou ceux qu'il élit qui le trompent délibérément. Le camouflet post-référendaire, qui a conduit à l'adoption clandestine du traité constitutionnel européen par les parlementaires, inciterait à pencher pour la deuxième hypothèse du peuple dupé. Pourtant, c'est bien ce même peuple qui va désigner le prochain gouverneur de la région France, un de ces incapables manipulateurs, tel Bayrou, ou, plus probable, Hollande.

□ Des défenseurs authentiques du gouvernement par le peuple, comme Yvan Blot, vantant les bienfaits et délices de la démocratie directe, nous assurent qu'elle est la panacée corrective des déviations du système représentatif actuel. « La démocratie directe est fondée sur l'idée que le peuple n'est pas l'État : celui-ci n'est qu'un organe du peuple. [...] La démocratie directe remédie à la confiscation de la démocratie représentative par l'oligarchie. La rupture révolutionnaire est à l'opposé du génie de la démocratie directe : en imposant la volonté du peuple à ses dirigeants, elle empêche l'accumulation des tensions politiques. » (Les Dossiers du contribuable, décembre 2011)

□ Certes. Mais le peuple voit-il toujours clairement et spontanément son intérêt ? Est-il suffisamment mature pour décider de tout en toute sagesse et en toute occasion ? Le problème, parfaitement ciblé par Blot, tient dans le régime représentatif, en réalité capteur et parasite du bien commun. Débarrassons-nous de ce régime pourri et préférons-lui une monarchie tempérée par le seul souci de l'intérêt national dont le roi serait le garant. Quitte à recourir, quand bon lui semblera, à l'avis *ad referendum*, étant entendu que, parfois, « vox populi, vox Dei ».

□ Ainsi, nous n'aurions pas à déplorer, comme le fait justement Nicolas Dupont-Aignan, que les « dirigeants européens [aient] aujourd'hui oublié qu'ils tiennent leur légitimité [...] de la volonté populaire. Sans le peuple, ils ne sont rien. Et pourtant, ils prennent aujourd'hui systématiquement le parti des institutions européennes non élues et de la finance. » (Le Spectacle du monde, décembre 2011) Nous nous permettrons de rectifier ce jugement nécessairement

faussé par un présupposé démocratique inextinguible chez le leader souverainiste, en affirmant que c'est plutôt en dépit du peuple que cette coterie de technocrates irresponsables réussit son *hold-up* des institutions européennes.

□ De la même façon, c'est encore malgré lui, ou par sa faute, que l'on assiste aux insupportables dérives du fiscalisme en France. Dans *Valeurs actuelles* (15 décembre 2011), l'avocat fiscaliste Jean-Philippe Delsol, fustige « un discours politiquement correct [qui] justifie ces dérives au nom de la démocratie car elles sont toutes et toujours votées par les représentants du peuple, élus en bonne et due forme. [...] Il est difficile de considérer que l'impôt est voté démocratiquement lorsque la moitié des électeurs ne paient pas l'impôt auquel ils assujettissent les autres. » Fort bien dit, évidemment. Mais l'on ne peut s'empêcher de railler avec Bosuet ceux qui pleurent les conséquences des choses alors qu'ils en chérissent les causes. Ainsi, par exemple, la crise eût certainement été moins durement ressentie si nos États s'étaient gardés de subsidier leurs prérogatives régaliennes, à commencer par celle de battre monnaie.

□ Sur un mode plus léger, quoique volontiers impertinent, on terminera cette première revue de presse de l'année par ces propos décoiffants confiés au *Point* (15 décembre 2011) par le chanteur Jean-Louis Murat, pas très tendre, c'est le moins que l'on puisse dire, avec ses collègues de la profession. Quand on lui demande pourquoi il dénonce l'engagement politique des artistes, il répond : « C'est le triomphe de l'hypocrisie. Les chanteurs se mettent toujours du côté du manche. La vie d'artiste est beaucoup plus confortable si tu es vaguement contre. Ils essaient de se placer sous une sorte de lumière marxiste. Ils disent : je suis un rebelle, je suis socialiste. Tous les cons font ça. ». Sur Souchon, il est désoleant : « Tu peux aussi faire une carrière de lèche-cul à la Souchon. C'est le plus grand stratège de la chanson française. Il est passé de Pompidou à Sarkozy sans broncher. C'est un centriste, si on veut. Souchon, c'est le Lecanuet de la chanson, ou alors, pour être plus moderne, c'est le Bayrou de la chanson. Un exemple à suivre si on veut vendre des disques. » Bonne année !

Aristide Leucate

## REDRESSER LA FRANCE

« Promouvoir une politique économique ambitieuse et humaine »

NOUS POURSUIVONS aujourd'hui le développement de différents aspects de nos "dix axes de salut national" avec l'axe n°8 consacré à la politique économique.

Rappelons qu'à nos yeux « promouvoir une politique économique ambitieuse et humaine » passe par la lutte contre les effets économiques et sociaux du mondialisme, la redéfinition d'un projet économique ambitieux pour la France s'appuyant largement sur les PME, les ETI et une politique volontariste en matière d'exportation, la réindustrialisation du pays et une place légitime donnée à l'agriculture et à l'industrie agro-alimentaire.

Ce qui implique, notamment : une sortie concertée de l'euro, le retour à une monnaie commune, la refonte globale de la fiscalité en accord avec les réalités et les enjeux économiques actuels et à venir et la mise en œuvre d'une véritable politique de patriotisme économique visant à garantir les intérêts stratégiques et économiques de la France.

Ce sont tous ces points que nous développons aujourd'hui, l'ensemble de nos propositions étant visibles sur internet à l'adresse suivante : <http://www.actionfrancaise.net/craf/?POUR-REDRESSER-LA-FRANCE-LES>

Bonne lecture ! Et faites passer le message ! □ F.M.

## □ PERSPECTIVES

# Souverainisme économique

Plaidoyer pour une énergique reprise en main politique de l'économie. Au programme : sortie de l'euro, réaffirmation de la souveraineté budgétaire et restauration des monopoles d'État.

L'heure est venue « de revenir à des politiques nationales coordonnées. [...] Sous prétexte de construction d'une "Europe" dont l'évanescence politique se combine à l'incapacité de mettre en œuvre de réelles politiques industrielles et sociales, nous avons abandonné toute ambition en la matière. [...] Il ne faudrait pas hésiter à se résoudre à renationaliser notre politique économique. » Tout un programme de grande ampleur soutenu par... Marine Le Pen ? Arnaud Montebourg ? Jean-Pierre Chevènement ? Nenni. Mais par le très sérieux économiste, Jacques Sapir (*La Démondialisation*, Seuil, pp.113-114). Tout le débat est donc là et ne se pose qu'en ces termes et nul autre.

### Des concepts gadgets

La casse industrielle de notre pays, entamée par les socialistes, avec l'improbable « respiration du secteur public » des années Fabius et les dérèglementations successives qui en ont découlé sous la pression cannibale de la Commission de Bruxelles, ont littéralement ruiné nos emplois (hausse endémique du chômage), notre fiscalité (devenue impopulaire et inefficace) et notre modèle social hérité de la Libération (à force d'avoir multiplié inconsidérément le nombre de parts du gâteau des prestations sociales). Agitant des concepts gadgets inconsistants tels que la "gouvernance", le "développement durable" ou la hideuse "société du care" de Martine Aubry, nos élites démontrent leur autisme intellectuel devant une réalité économique implacable dont tout un chacun, animé d'un élémentaire bon sens, voit bien qu'elle appelle une énergique reprise en main politique. Les mêmes, préoccupés de sauver leur place aux prochaines élections, constituent un



L'État est appelé à reprendre, entre autres, le contrôle du transport aérien.

syndic de faillite arrimé sur les vieilleries du passé de la mondialisation, que Maurice Allais et bien d'autres ont, naguère, sévèrement fustigé. Toutefois, plutôt que de parler de modernité, préférons le terme de "tradition", entendu ici comme ce qui est invariant à travers les âges. La nation est cet invariant dont l'Action française a toujours et inlassablement expliqué qu'elle était d'une éternelle actualité. Car il est proprement impossible, aujourd'hui, d'envisager une politique économique viable sans un retour au réel national, l'Europe-Babel actuelle n'offrant aucunement, par son gigantisme ingérable et ses incroyables disparités, le cadre idoine. Aussi, bien plus qu'un pâle protectionnisme

idéologique dont, beaucoup, à droite comme à gauche, vantent les illusoire vertus (que vaut le protectionnisme si l'on n'éradique pas le libre-échangeisme ?), c'est à une restauration de notre souveraineté économique, monétaire et financière qu'il faut s'atteler.

### Monnaie artificielle

Il conviendrait d'abord de sortir de la zone euro. Cette monnaie artificielle a démontré sa nocivité au sein d'un espace loin d'être homogène économiquement. L'attachement aveugle de nos dirigeants à ce totem est tout à fait irresponsable dans la mesure où, délibérément, ils repoussent *sine die*, au détriment des gouvernés, une solution rendue inéluctable à

terme, entre autres, par les dépenses publiques abyssales (plus de 1000 milliards d'euros, soit aux alentours de 56 % du PIB) et le poids insoutenable de notre dette publique (environ 1 600 milliards pour cette fin d'année, soit un peu plus de 80 % du PIB)... Dans le même temps, il s'agirait également de renégocier les traités européens en vue d'instaurer un ensemble européen à géométrie variable composé de sous-groupes ou "clubs" d'État aux économies performantes et optimales. Sur cette lancée, il conviendrait d'explorer les pistes d'une union européenne de compensation monétaire et d'une monnaie européenne commune (cf. Janpier Dutrieux, *Sortir de la crise de l'euro*, alliance-sociale.fr).

### Équilibre comptable

Corollaire indispensable de la sortie de l'euro, la France doit retrouver sa pleine maîtrise budgétaire. Le récent accord bilatéral franco-allemand, bientôt applicable *erga omnes* à tous les États qui l'auront ratifié, prévoyant, entre autres, de graver dans les marbres constitutionnels ératiques, la "règle d'or" d'équilibre des finances publiques, est une imposture. Un tel principe présupposant le consentement populaire à l'impôt, comment concevoir un seul instant qu'il puisse être efficient au sein d'une instance souffrant congénitalement d'un déficit démocratique ? Il importe alors de revenir au principe de l'équilibre comptable (gestion des deniers publics en "bon père de famille"). En outre, la redynamisation de notre économie passe inévitablement par la restauration de monopoles d'État dans les secteurs primordiaux qui conditionnent le bon fonctionnement de la nation, à savoir : les services postaux, les transports ferroviaire et aérien, la distribution d'eau, de gaz et d'électricité. À la clef, il s'agira de mettre en œuvre une politique massive d'investissements publics dans les secteurs nouvellement renationalisés. C'est dire si la puissance publique doit être un arbitre et non un acteur à part entière de l'économie par un néocolbertisme bien pensé. ■

Aristide Leucate

## FISCALITÉ

# Protectionnisme intelligent

La taxation remboursable des importations : proposition pour réguler les échanges internationaux.



SI LE MONDIALISME et ses avatars (libre-échangeisme et immigrationnisme) constituent une de ces idéologies mortifères, après le communisme et le national-socialisme, qui ont en commun de réifier l'homme tout en déshumanisant les échanges commerciaux, la mondialisation, elle, est une réalité fort ancienne qui puise dans les premières *leges mercatoriae* autant que dans les thèses d'un Grotius sur le commerce maritime. Les relations éco-

nomiques internationales sont même la condition de la survie des nations libres de commercer entre elles. Les blocus et autres embargos décidés par la communauté internationale en guise de sanctions ou de mesures de rétorsions démontrent, en creux, la nécessité vitale des échanges interétatiques. Pour autant, ces échanges, si essentiels soient-ils, doivent-ils conduire à sacrifier le capital humain sur l'autel d'une concurrence effrénée qui n'a d'autres limites que celles du libre-échangeisme, c'est-à-dire aucune ? À rebours d'Adam Smith, nous assistons, sans défense, aux ravages des (dés)avantages comparatifs : les pays riches s'appauvrissant au prix de douloureuses délocalisations industrielles, les pays en développement ou émergents s'enrichissant au prix de scandaleux *dumping* sociaux. C'est la victoire de David Ricardo, sans pour autant que se profile la revanche de

Marx. Dès lors, comment « concilier la planétisation économique qui est une réalité et la protection des équilibres sociaux, environnementaux et économiques, qui sont des nécessités ? » (Jean-Claude Martinez, *Les droits de douane déductibles contre le retour du protectionnisme*, L'Harmattan, 2008)

### Crédit cessible et bonifiable

La réponse, simple, dans son principe autant que dans sa formulation, est pourtant loin d'être évidente en pratique, même si elle demeure la seule raisonnable et potentiellement efficace. Pressentie par l'inventeur même de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA, adoptée par le gouvernement Pinay en 1954), Maurice Lauré (*La réforme fiscale contre le chômage*, éd. Lettres du Monde, 1995), elle consisterait en une taxation (modulable) du pro-

duit importé aussitôt remboursable (sous forme de déduction) à l'exportateur qui se trouve alors en possession d'un avoir (ou crédit) douanier à faire valoir sur un achat dans le pays importateur. Mais celui-ci peut ne pas vouloir utiliser ce crédit qu'il choisira de céder après négociation sur le marché financier. Enfin, ce crédit est bonifiable en ce que le droit prélevé par le pays importateur sera fonction de l'indice de développement économique du pays exportateur. Néanmoins, ce bel édifice intellectuel se heurte à des résistances idéologiques et structurelles, tant des marchés économico-financiers que des organismes internationaux, comme si chacun avait intérêt au maintien d'un *statu quo* pratiquement non remis en cause depuis les accords de Bretton Woods de 1944. Le dispositif de la TVA douanière serait périlleux pour la spéculation. ■ A.L.

□ MONNAIE

# L'euro-irresponsabilité

À l'origine de la crise de la dette figurent, entre autres, le maquillage des comptes publics en Grèce et l'éclatement d'une bulle immobilière en Espagne – deux phénomènes liés à la création de l'euro.



Il y a tout juste vingt ans les dirigeants européens de ce qui, à l'époque, s'appelait encore la Communauté économique européenne (CEE) décidaient de se lancer dans une aventure extrêmement dangereuse : celle de la monnaie unique, qui, dix ans plus tard, en 2002, aboutissait à la mise en circulation de l'euro. Un concert de louanges salua alors cette super-monnaie qui allait apporter dynamisme économique, croissance, emplois, favoriser le rapprochement entre les nations européennes et les rendre fortes face au dollar et puissantes dans le concert mondial.

Malheureusement pour la France, les analyses de ceux qui, rares à l'époque - l'AF en fit partie - dénoncèrent avec lucidité les risques inhérents à cette entreprise, se sont révélées exactes, même si la chape de plomb médiatique continue de régner pour éviter de procéder à un bilan exact : le point le plus caractéristique porte sur les causes de la crise que nous traversons. Aucun responsable politique ou économique n'a, en effet, établi le lien entre la mise en place de l'euro et la crise actuelle des dettes souveraines, laquelle se prolongera au cours de la décennie qui commence : or la monnaie unique en est le grand responsable.

## Critères de convergence

L'euro reposait sur une ambition politique folle : la négation des nations, le défi à relever pour les rédacteurs du traité de Maastricht étant de trouver les termes juridiques qui permettraient de nier les mécanismes économiques pour imposer de force leur vision en la parant de toutes les vertus. C'est pourquoi le texte final comprend des principes utopiques qui ne tiennent compte ni des réalités nationales, ni des réalités écono-

miques, ni des liens qui unissent ces deux types de "faits sociaux" (au sens sociologique de l'expression, comme aime à l'employer une grande partie de nos élites). Or cette absence totale d'empirisme organisateur provoque aujourd'hui des destructions très préjudiciables aux peuples européens, en raison, notamment, des effets conjugués des cinq "critères de convergence" auxquels devaient et doivent toujours satisfaire les candidats à l'UEM (Union économique et monétaire, nom officiel de la zone euro).

## Haro sur les déficits

Le premier, qui interdit un déficit public supérieur à 3 % du PIB (on attend... 5,7 % pour la France en 2011) a incité chaque pays à réagir selon ses spécificités nationales (n'en déplaise aux eurocrates, l'UE est constituée de nations aux caractéristiques affirmées, y compris sur le plan économique). Les pays d'économie rhénane (Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Finlande et Luxembourg) ont engagé des réformes visant à respecter le traité alors que les économies méditerranéennes ont cherché les "combinaisons" permettant de contourner l'obstacle (en France, l'État a réquisitionné les caisses de retraite de plusieurs organismes publics pour réduire le poids de son déficit ; en Grèce la banque Goldman Sachs, à laquelle appartenait Mario Monti, a été chargée de mettre en place une double comptabilité pour faire valider la candidature d'Athènes). Le deuxième critère (une dette publique inférieure à 60 % du PIB) a entraîné une pratique identique de l'ensemble des États adhérents vis-à-vis des taux d'intérêts. La Grèce et l'Italie, qui n'avaient jamais bénéficié de taux aussi faibles, en profitèrent pour aug-

menter leur niveau d'endettement au point d'atteindre 160 % du PIB pour la première et 120 % pour la seconde ! Le troisième critère porte sur l'inflation : elle doit être inférieure à la moyenne des trois taux les plus faibles de hausse des prix des pays de l'UEM augmentée de 1,5 point. Ce chiffre extrêmement réduit ne pouvait que provoquer la déflation (comme le grand économiste néo-classique William Stanley Jevons l'avait dénoncé bien avant que Keynes ne le confirme au XX<sup>e</sup> siècle).

## L'envolée dévastatrice du recours au crédit

Quant au niveau des taux d'intérêts - quatrième critère -, il respecte le même principe, avec une tolérance de 2 points au-dessus de la moyenne des trois meilleurs taux pratiqués en Europe. Ce mécanisme a provoqué en Irlande et en Espagne un immense recours au crédit, en particulier immobilier, pour profiter de la baisse des taux qu'amenait la "moyennisation" des conditions d'emprunt au sein de l'ensemble du continent. La suite est connue. Elle est sans doute à la source des dangers les plus graves pour notre avenir : les particuliers se sont surendettés au point que plusieurs millions d'entre eux ne peuvent plus rembourser et la quasi-totalité des banques irlandaises et des caisses d'épargne espagnoles sont mises en faillite, obligeant les États à les renflouer au point de transformer les deux premiers de la classes européenne en bons derniers des indicateurs économiques (22 % de chômeurs en Espagne et 33 % de déficit en Irlande). Enfin, le cinquième critère a privé de toute marge les États adhérents puisqu'il interdit toute dévaluation, ce qui empêche l'ensemble des économies du Sud de l'Europe de retrouver de la compétitivité, les touristes qui renflouaient les caisses grecques préférant la Turquie ou le Maroc dont les monnaies sont plus attractives. Au lieu de rapprocher les membres de l'Union monétaire, ces cinq critères n'ont fait qu'aggraver leurs divergences. De fait, entraînant une irresponsabilité générale, l'euro a préparé la crise, dont nous continuerons d'endurer les effets au cours des années à venir. Les décideurs politiques et économiques doivent absolument accepter de regarder la réalité en face pour prendre la seule mesure qui s'impose : sortir de la monnaie unique, ce qui obligera chaque gouvernement à assumer ses responsabilités, parmi lesquelles figurent la nécessaire maîtrise de la monnaie nationale - l'émission de la monnaie unique les en ayant dispensés ! ■

Henri Letigre

## PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

# Tout ce qui est national est nôtre, y compris l'économie

Appel à « *participer, promouvoir, protéger et pérenniser* ».



LE PROGRAMME économique des candidats à la présidentielle sera patriote ou ne sera pas. Les récentes déclarations de François Bayrou ou de Nicolas Sarkozy notamment montrent à quel point les hommes politiques, à force de démagogie, peuvent parfois tomber juste. Remis au goût du jour par le député UMP Bernard Carayon, cité par Dominique de Villepin lui-même alors qu'il était Premier ministre, le concept de patriotisme économique reste néanmoins assez flou. Il n'a en effet jamais été réellement défini par les économistes qui parlent d'ailleurs plus volontiers de nationalisme économique, jusqu'à Keynes lui-même qui, dès 1933, légitimait clairement ce modèle (*De l'autosuffisance nationale*).

Le patriotisme économique commence là où commence l'entreprise : dans son capital. Participer au financement d'entreprises prometteuses ou stratégiques et empêcher qu'elles soient rachetées par des sociétés étrangères n'a rien d'un protectionnisme outrancier, à l'image du CFIUS américain (Committee on foreign investment in the United States) qui analyse les acquisitions d'entreprises américaines par des capitaux étrangers. Sur ce point, la création du FSI (Fonds stratégique d'investissement), quoique tardive et limitée en termes de moyens, est à saluer. Mais au-delà des dix secteurs stratégiques définis par le gouvernement ou des propositions limitant un tel "droit de regard" sur les capitaux extra-européens, il convient de l'étendre, y compris au sein de l'Europe, afin de conserver et de faire profiter la France de ses entreprises les plus performantes.

Mais cette politique ne saurait se limiter à l'aspect capitaliste des choses. Le rétablissement des droits de douanes avec les pays européens apparaît également prioritaire et l'idée de leur déductibilité est à étudier. Même si cela nous vaudrait à coup sûr des mesures symétriques, ce serait un moyen de rééquilibrer en partie les effets du *dumping* social des pays à bas coût de main d'œuvre. L'on pourrait aller encore plus loin sur ce thème : la préférence nationale devrait être appliquée aux marchés publics et même aux grands appels d'offre. Tout le monde a en tête les hypocrites remontrances du gouvernement à Air France qui prévoyait d'acquérir des Boeing, constructeur qui équipe déjà les deux tiers de sa flotte longs courriers ! Plus récemment, La Poste a préféré

un modèle coréen au traditionnel Peugeot pour sa prochaine commande de scooters, et l'on entend murmurer que la carte vitale serait bientôt produite en Inde... Hasard du calendrier - mais n'excluons pas la mauvaise foi du groupe automobile - PSA annonçait au même moment la fermeture de son usine de scooters en Alsace. Les exemples sont légions, et entendre Bayrou ou Sarkozy vanter le produire ou acheter français relève de la plaisanterie : « *Dieu rit de ceux qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes* », disait Bossuet que l'on pourrait citer vingt fois par jour. Pourtant, cette idée d'acheter français n'est pas nouvelle, même s'il est vrai que les choses étaient plus simples hier. Car que signifie acheter français aujourd'hui ? C'est le principal reproche qui est fait à ce slogan, et il n'est pas totalement injustifié à l'heure où environ 42 % du capital des sociétés du CAC 40 est détenu par des non-résidents (chiffres Banque de France au 31 décembre 2010). À ce titre, le label "made in France", attribuable aux produits dont au moins 45 % de la valeur ajoutée a été produite en France, est insuffisant. À l'heure où des organismes notent les entreprises sur leur probabilité de défaut, il ne semble pas insurmontable d'attribuer à des produits, marques ou sociétés une note intégrant les différents aspects permettant d'évaluer leur apport à l'économie nationale : détention du capital, localisation de la production et de l'emploi, politique d'investissement et d'équipement, etc. (ce que nous avons traduit dans nos dix axes par favoriser « *les biens et services dont la production, l'emploi et les revenus sont économiquement domiciliés en France* »). Compliqué mais pas impossible, et surtout utile en ces temps où un grand nombre de nos compatriotes se dit favorable à une campagne "achetez français" (sondage *Le Figaro*, 5 décembre 2011). Toutes choses égales par ailleurs, le fait que PSA produise deux fois plus de véhicules en France que Renault peut par exemple constituer un critère de choix intéressant... □

Pierre Marchand

INDUSTRIE

# « La France a ses chances »

Jean-Marc Ferrand dirige une société de quatre-vingt-sept personnes spécialisée dans la métallurgie des alliages ferreux. Il a bien voulu nous livrer son point de vue quant aux perspectives s'ouvrant à l'industrie française.



« Il faut aujourd'hui compter avec les machines-outils sud-coréennes, les avions brésiliens ou russes, les trains à grande vitesse chinois ou espagnols... »

□ **L'Action Française 2000** - L'industrie a perdu deux millions d'emplois depuis 1980 ; son poids dans le PIB est passé de 24 à 14 % sur cette même période. Quelles sont, selon vous, les principales causes de cette désindustrialisation ? Y a-t-il des raisons de penser que la tendance va s'inverser ?

□ **Jean-Marc Ferrand** - L'inversion de cette tendance me paraît très peu probable, et le maintien du niveau existant serait déjà un succès. De mon modeste point de vue d'industriel de province, un certain nombre de facteurs expliquent cet incontestable mouvement de désindustrialisation. J'en isolerai trois. En premier lieu, les grandes réalisations, en termes de transport et d'énergie notamment, qui ont porté l'activité industrielle jusqu'au milieu des années quatre-vingt, sont achevées depuis longtemps, et l'on n'a pas trouvé de relais sérieux à cette activité. Restait alors l'exportation, et c'est le second point, car nous semblons découvrir aujourd'hui la présence de nouveaux acteurs industriels, issus de pays que nos grands stratèges éduqués dans nos grandes écoles considéraient il y a dix ans comme juste bons à réaliser notre sous-traitance. Cette clairvoyance a porté ses fruits, et il faut aujourd'hui compter avec les machines-outils sud-coréennes (secteur presque disparu en France), les avions brésiliens ou russes, les trains à grande vitesse chinois ou espagnols, entre bien d'autres. Ces concurrents, appuyés par des gouvernements pragmatiques, diri-

gés par des équipes compétentes et dynamiques, s'occupent activement de répondre aux besoins importants d'infrastructures des pays émergents ou émergés. Pendant ce temps, nos vieilles gloires industrielles se sont sclérosées, transformées en structures technocratiques complexes rongées par les querelles d'ego (qu'on en juge par les récents échecs de notre filière nucléaire), aux mains de hauts fonctionnaires ou de grands commis étrangers à la culture industrielle classique, et s'acharnant à proposer des produits aux standards inadaptés à la demande (aviation militaire par exemple). La redistribution des cartes au profit de nos nouveaux concurrents est donc à mon avis inéluctable.

## Les fournisseurs maltraités

Mais il y a une troisième cause, que j'attribue au comportement de ces grands groupes vis-à-vis de leurs sous-traitants. En effet, ces grands champions doivent une partie de leur gloire au réseau de fournisseurs nationaux et même régionaux, dont ils ont accompagné le développement, constituant la trame de notre tissu industriel. Or, ces dernières années, ces groupes, pratiquant un rapport de force outrancier, achetant des composants à l'autre bout du monde (souvent sans réel gain économique), ont provoqué la destruction de ce tissu de PME. Les secteurs de l'énergie et de l'automobile se sont avérés particulièrement zélés dans ce do-

main. Une petite anecdote, vécue par votre serviteur en décembre dernier : reçu par un acheteur d'un groupe sauvé par le contribuable en 2003, il me fut expliqué que, mon interlocuteur maîtrisant cinq langues, il pouvait se procurer n'importe où dans le monde les pièces que j'étais venu proposer (il s'agissait de pièces de pompes pour centrale nucléaire). De telles pratiques sont très fréquentes, et illustrent comment certains grands groupes para-étatiques ont détruit le réseau de leurs fidèles fournisseurs, et en même temps développé les fournisseurs de leurs actuels concurrents ! L'État, aussi médiocre actionnaire que régulateur, a laissé faire, et il a fallu cette crise qui semble ne plus vouloir finir pour qu'on commence à s'inquiéter de cette situation !

## Timides mesures

□ **Nicolas Sarkozy** arpente les usines au même rythme qu'elles ferment : plus de 300 000 emplois industriels ont été supprimés depuis son élection. N'y a-t-il pas une contradiction flagrante entre le discours et les actes du président ? Quelle est la part du fatalisme, celle de l'impuissance ?

□ La motivation de M. Sarkozy pour résoudre le problème de la désindustrialisation est à mon avis réelle, basée bien sûr sur une préoccupation électoraliste, mais aussi sur une conviction que je crois profonde - respectons la foi du converti ! Il sera toujours pénalisé, hélas, par le manque flagrant de connaissances en ce domaine de son entourage. Quant aux mesures prises, on ne saurait les critiquer, mais elles paraissent bien faibles au regard des problèmes posés par la situation actuelle : compétitivité, coût du travail, taux de change de l'euro (l'immobilisme de l'ère Trichet laisse très perplexe quand on sait avec quelle allégresse les plus grandes nations manipulent aujourd'hui leur monnaie), loyauté de la concurrence ("dumping"), fluctuation des prix des matières premières et de l'énergie, manque de main-d'œuvre qualifiée, fiscalité... Mais l'État a-t-il aujourd'hui réellement les moyens de répondre à ces questions ?

□ **La France a-t-elle les moyens de redevenir compétitive dans l'industrie européenne et mondiale ?**

□ Dans ce contexte difficile, je crois, pour ma part, que le rôle de l'État est de créer les conditions permettant à l'industrie française de rester dans la compétition mondiale... où elle a encore largement ses chances ! En effet, les coûts de production de nos concurrents augmentent plus vite

## PME

# Revitaliser la France



Le prince Jean et le cercle Vauban se penchent sur les petites et moyennes entreprises.

LE CERCLE VAUBAN, groupe d'experts réunis par le prince Jean, a édité sa première brochure en choisissant les PME pour sujet d'étude. Cette publication est une bonne nouvelle, car elle en dit long sur les préoccupations du Prince vis-à-vis du pays : elles ne sont pas simplement culturelles ou éthiques, elles touchent au quotidien des Français et surtout à leur avenir. La brochure est organisée de manière très didactique en onze points, dont chacun fait l'objet d'un diagnostic (« l'obstacle ») et de pistes de solution (« la proposition »). Dans leur intégralité, mais avec quelques nuances, nous partageons les diagnostics et propositions qui en émanent. Ce n'est sans doute pas un hasard, même s'il faut rappeler ici que notre royalisme ne saurait se définir par l'adhésion au "programme" d'un prétendant. Avec cette brochure, le prince Jean conforte sa légitimité politique et nous montre son implication bien au-delà d'un simple héritage dynastique. On pourra cependant regretter que les propositions se limitent trop souvent à l'énonciation de principes dont la traduction en termes politiques et réglementaires n'est pas évidente : tout le monde donnera acte au cercle Vauban de sa volonté « d'instaurer une authentique association capital travail », d'assurer « une véritable représentation du personnel assurant la défense réelle de ses intérêts » ou encore de « définancieriser le monde des PME ». Peut-être d'ailleurs pouvons-nous participer à cet approfondissement, en développant les points qui nous apparaissent prioritaires. Reste que certains chapitres manquent cruellement de concret et apparaissent parfois bien réducteurs. Le lecteur restera par exemple sur sa faim à la

lecture des propositions relatives à l'exportation, ou à un contrat de travail fondé sur le principe de la « liberté d'embauche et des salaires [...] encadrée ». De même, on cherche vainement les « mesures visant à se prémunir contre tout risque de dérive spéculative pouvant conduire à une bulle financière », et la perspective d'une « comptabilité simplifiée » laisse songeur. Enfin, bien que n'entrant pas dans la classification des PME, les entreprises de taille intermédiaire (ETI) auraient mérité qu'on s'intéresse aussi à elles.

## Des progrès réels

Le cercle Vauban tend également parfois à négliger les progrès qui ont été réalisés en matière de PME. À titre d'exemple, la simplification des démarches administratives pour les entreprises est réelle, les efforts déployés par les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) pour assister les PME sont notables et le financement - direct ou à travers des fonds de capital investissement - fait l'objet de déductions d'impôts intéressantes pour les particuliers. De même - et ceci est salué par le cercle Vauban - la structure Oseo contribue au financement de nombre d'entreprises et d'entrepreneurs. La réglementation sur les bas salaires, objets de réductions de charges, est également encourageante, comme l'est la récente "prime de partage des profits". Mais nous rejoignons le cercle Vauban qui estime les dispositions actuelles largement insuffisantes. En résumé, il faut saluer ce travail de défrichage pétri d'un bon sens qui fait bien souvent défaut à nos politiques. Mais les problèmes des entreprises appellent aussi des réponses précises et différenciées, même si elles doivent s'inscrire dans des principes fondamentaux dont cet opuscule trace avec sérieux les grandes lignes. Nous tâcherons quant à nous d'apporter notre pierre à l'édifice. □ L.-C.B

✓ *Onze propositions pour les petites et moyennes entreprises*, Les Études du cercle Vauban, Gens de France Diffusion.

que les nôtres, tandis que notre propre compétitivité pourrait être favorisée par des mesures politiques dictées par le simple bon sens : amélioration du climat réglementaire et fiscal dans lequel évoluent les PME, possibilité laissée aux partenaires sociaux de négocier leurs accords, réforme sérieuse de la gouvernance des grands groupes, mise en place de la "TVA sociale", neutre en terme de pouvoir d'achat, mais favorable aux produits français, rétablissement d'une politique de change et de gestion des importations cohérentes avec celles de nos partenaires du monde entier. L'intérêt national commande en urgence ces décisions : en effet, l'indus-

trie française reste un fleuron technologique mondialement reconnu, tandis que, sur le territoire, elle génère des richesses et des emplois, qualifiés et non qualifiés, rôle social que nous assumons fièrement. Les programmes de nos candidats devront, à mon avis, être passés au crible de cet enjeu fondamental, qui est la sauvegarde et le rétablissement de notre tissu industriel. L'impact de la réussite d'une politique industrielle efficace sur l'équilibre économique et social de notre société est évident ; les candidats à la magistrature suprême ne sauraient cette fois-ci se payer de mots et nous amuser de tirades démagogiques. ■ L.-C.B.

□ ÉTATS-UNIS

# Obama n'est pas encore battu

Trois Américains sur quatre seraient mécontents de la conduite des affaires publiques. Mais la partie ne se jouera définitivement qu'en novembre. D'ici là, la course à la Maison Blanche se poursuivra sous un flot de dollars.



Barack Obama sera-t-il le cinquième président dans l'histoire moderne à échouer au seuil d'un second mandat ? Comme Herbert Hoover (républicain) en 1932, Lyndon Johnson (démocrate) en 1968, Jimmy Carter (démocrate) en 1980 et George Bush (républicain) en 1992, Obama ne restera-t-il que quatre ans à la tête de l'État ? La question se pose en filigrane au moment où s'amorcent des primaires républicaines devant précisément désigner, parmi sept concurrents, celui ou celle qui lancera un défi au locataire de la Maison Blanche.

## Douze États capricieux

Si le vote avait lieu demain, une réponse positive s'imposerait. Les sondages montrent que trois Américains sur quatre sont mécontents de la conduite des affaires publiques. On sent le pays déçu, frustré, décidé à en finir avec ce régime qui pue l'échec, l'aventurisme et le chaos. Mais le vote n'aura lieu qu'en novembre 2012 - dans dix mois. C'est long, dix mois. Ils peuvent receler d'innombrables surprises déterminantes, car, dans ce type de démocratie, les pièges apparaissent omniprésents. On se dit : tout de même, dix mois ne parviendront pas à changer l'image d'un gestionnaire aussi inconséquent et brouillon. L'autopersuasion n'exclut pas l'analyse.

Les stratèges des deux camps ont divisé les cinquante États américains en cinq parties : les États verrouillés par les républicains ; les États contrôlés par les démocrates ; les États plutôt soumis aux républicains ; les États plutôt influencés par les démocrates ; enfin, les États fluctuants, indécis, ne penchant *a priori* ni pour la gauche, ni pour la droite, mais pouvant, selon les circonstances, basculer soit à gauche, soit à droite. Ces États capricieux, inclassables, sont au nombre de douze. Avec deux caractéristiques : on les trouve dans toutes les régions et ils sont de taille moyenne. Ce sont eux que les



« Le maître du Bureau ovale a eu le temps et les moyens de tisser des réseaux, de choisir ses alliés, d'éprouver ses appuis, de confondre ses prédateurs. »

stratèges vont disséquer dès maintenant, car ils détermineront l'élection de novembre 2012. En 2008, Obama remporta chacun de ces douze États. Pour conserver le pouvoir, il ne lui serait pas indispensable de renouveler cet exploit : il pourrait perdre quatre États - pas un de plus - et en reconquérir donc huit. Est-ce possible ? Beaucoup en doutent pour trois raisons : dans ces États témoins, quatre Américains sur cinq s'avouent déçus par le décalage entre promesses et résultats ; 60 % des sondés soulignent que leur famille a régressé depuis plus de trois ans sur tous les plans ; enfin, dans ces États pivots, les

républicains sont deux fois plus nombreux que les démocrates à militer dans l'enthousiasme. Cependant, malgré ce tableau plutôt sombre, Obama possède des atouts. Ou plus exactement, des cartes qui pourraient devenir de vrais atouts si elles sont utilisées à fond et au bon moment. La première de ces cartes découle d'une évidence : il est le chef de la Maison Blanche. Le terrain lui appartient - ce terrain que son adversaire tentera de lui arracher. Énorme avantage psychologique prolongé par une autre constatation : la présidence s'affirme comme une formidable machine à rafler les suffrages d'une ré-

élection. Tout semble y concourir : le maître du Bureau ovale a eu le temps et les moyens de tisser des réseaux, de choisir ses alliés, d'éprouver ses appuis, de confondre ses prédateurs. Pour lui, les mines du champ de bataille sont remplacées par des jalons. La deuxième carte naît de celle-là : s'asseoir dans un fauteuil présidentiel, c'est avoir la haute main sur les finances partisans. On n'a jamais vu un responsable de l'exécutif souhaitant prolonger ses fonctions manquer d'argent pour écarter ses gêneurs. En 2008, Obama rassemble 750 millions de dollars pour être élu. On estime qu'il en dépensera deux fois plus pour rester en place. Un milliard et demi ! Record battu.

la communauté hispanique (16 % de la population), dont il espère près de 70 % des voix. Cette marée d'hispaniques, dont un tiers de sans-papiers, se gonfle de 3 000 clandestins par jour qui parviennent à franchir la frontière sud. Une aubaine pour Obama qui les retient comme ses électeurs naturels en prônant une amnistie générale et en négligeant le verrouillage du territoire. Il reste à les faire voter, comme ailleurs on fait voter les morts. On s'y emploie. Quant à sa quatrième carte, c'est précisément le quatrième pouvoir : les médias. Depuis des décennies, on sait qu'ils sont à 90 % démocrates. Mais jusqu'ici, ils dosaient subtilement leur partialité afin d'éviter de prendre leurs lecteurs ou spectateurs pour des imbéciles. Cette précaution vola en éclats sous la poussée d'une désinformation au service de l'idéologie ambiante dont Obama est le plus flamboyant des spadassins.

## Des moments clés

Au cours de ces dix mois de campagne, surviendront quelques moments clés. Il en existe toujours dans une course à la Maison Blanche, même s'ils ne se ressemblent pas. Pour le président sortant, ils peuvent être des tremplins ou des pièges. La guerre en Irak, par exemple. Guerre impopulaire ; les GI's sont rentrés ; un point pour Obama. Mais si on assiste maintenant à une anarchie sanglante, comment réagira l'opinion ? Autre moment clé très attendu : en juin, la Cour suprême rendra un double verdict. D'abord, sur la constitutionnalité du système d'assurance santé voté par les démocrates au Congrès de Washington et condamné par l'opposition. Ensuite, sur la constitutionnalité de strictes mesures anti-illégaux votées par les deux chambres de l'Arizona et critiquées par le pouvoir fédéral. Dossiers explosifs. Les neuf juges donneront-ils raison ou tort à Obama ? Suivront deux autres moments-clés : en août, le Congressional Budget Office qui tient les comptes de la nation rappellera que la dette s'élève à 15 trillions de dollars, soit 15 suivi de douze zéros. Un cauchemar. Et en novembre, un autre organisme d'État scrutera le chômage : autre grave menace. Mais l'histoire nous apprend que si son chiffre plongeait au-dessous de 7,5 % quand l'Amérique ira aux urnes (actuellement, il est à 9 %), Obama pourrait avoir des chances de rester en place. ■

Philippe Maine  
Correspondant aux États-Unis

## L'ACTION FRANÇAISE 2000

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité .....
- ✓ Prénom .....
- ✓ Nom .....
- ✓ Adresse .....
- .....
- ✓ Code postal .....
- ✓ Commune .....
- ✓ Téléphone .....
- ✓ Courriel .....

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :  
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
  - France .....80 €
  - Étranger .....140 €
- Abonnement ordinaire
  - Un an .....125 €
  - Six mois .....70 €
- Abonnement de soutien
  - Un an .....150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
  - Un an .....70 €
- Outre-mer (un an)
  - DOM .....135 €
  - TOM .....165 €
- Étranger (un an)
  - Europe .....165 €
  - Autres pays .....178 €

## Mosaïque américaine

La troisième carte d'Obama se greffe sur la fragmentation extrême de l'Amérique, qui devient de plus en plus une mosaïque de minorités. Les Blancs constitueront la plus importante d'entre elles en 2045. À cette date, ils auront donc perdu la majorité. Date charnière. Mais l'opportunisme et la démagogie n'ont pas attendu ce bouleversement pour profiter de la situation. Obama surfe sur la communauté noire (13 % de la population), dont il va s'assurer 95 % des voix, et sur

IRAK

# L'Amérique se retire du chaos

Le retrait d'Irak est maintenant achevé. À l'heure du bilan, la croisade de George W. Bush apparaît inutile et absurde ; elle a provoqué la ruine dans un pays livré aux tensions communautaires.



La sécurité demeure précaire en Irak

Le président Barack Obama l'avait promis. Il a tenu parole. Les forces d'occupation américaines ont quitté l'Irak, après presque neuf ans. Il ne reste qu'une centaine d'"instructeurs" pour former l'armée irakienne et à peu près autant de "marines" pour protéger l'ambassade américaine, dans la zone verte ultra-sécurisée de la capitale irakienne. Les militaires américains quittant le pays ont dit, devant les caméras, qu'ils partaient avec le sentiment du devoir accompli. Les télévisions ont montré des images de leurs familles les accueillant avec joie aux États-Unis. Ce qui est bien normal, surtout à la veille de Noël. Une page est tournée.

## Un fiasco complet

On cherche quelques rares points positifs dans le bilan de cette opération fort coûteuse sur tous les plans. On n'en trouve pas. Au mieux, ce fut une guerre inutile. Au pire, un fiasco complet que l'on tente d'oublier ou d'occulter. Félicitons-nous, surtout, que la France s'y soit opposée avec fermeté dès le début et qu'elle n'y ait pas pris part. L'histoire l'inscrira au bilan de la présidence Chirac et cela sera à son honneur. Ce fut une opération sans mandat de l'ONU, donc illégale sur le plan du droit international, basée sur l'existence d'armes de des-

truction massive imaginaires ou inventées pour le besoin de la cause, dont l'objectif réel était la chute du président Saddam Hussein et l'instauration de la "démocratie" en Irak afin de servir de modèle de référence au monde arabe. Les grandes compagnies pétrolières américaines voulaient, par la même occasion, mettre complètement la main sur les réserves énergétiques du pays. Certes, le second objectif, celui des pétroliers, a été atteint. Mais où en est l'Irak ?

## Un pays ruiné et divisé

Saddam Hussein a été renversé, arrêté et exécuté après un procès très discuté, justice de vainqueur. Il est devenu une sorte d'icône pour une partie de l'opinion et son "mausolée" a été transformé en lieu de pèlerinage ! Neuf ans après sa chute, l'Irak est en ruine. Les services publics ne sont toujours pas complètement rétablis. Les centaines de milliards de dollars de revenus en provenance des ressources pétrolières ont été engloutis dans des contrats jueteux... pour les responsables politiques de tous bords - surtout gouvernementaux ou des partis politiques - qui ont, pour une majeure partie, pris le chemin des banques étrangères. L'opinion le sait ou devine et le personnel politique est très discrédité.

L'Irak post-Saddam est divisé et pratiquement en guerre civile entre chiites et sunnites. Les Kurdes, quant à eux, qui ne sont pas arabes - y a-t-il besoin de le dire ? - et sont partagés entre chiites, sunnites, yéjidistes et chrétiens, vivent dans leur région autonome et sont relativement à l'abri. À Bagdad, il n'y a pas de gouvernement digne de ce nom. Le Premier ministre Nouri-El-Maliki, qui est plutôt marionnette de Téhéran, a destitué son vice-Premier ministre sunnite et lancé un mandat d'arrêt pour « complot » contre le vice-président de la République, sunnite aussi, qui s'est réfugié... dans la région kurde ! Le cabinet, deux ans après sa constitution, n'a encore ni ministre de la Défense, ni ministre de l'Intérieur.

## Blessures multiples

Le bilan humain et matériel de la guerre est également négatif du côté américain : 4 500 morts, 35.000 blessés graves et des centaines de milliards de dépenses, lesquelles constituent une des principales causes des difficultés financières de l'administration Obama. On cite souvent le nombre des victimes américaines de cette guerre absurde et inutile. On omet presque volontairement qu'il y en eut 120 000 du côté irakien. Sans oublier le million de personnes - en majorité des enfants et des personnes âgées - victimes du terrible blocus qui avait précédé l'intervention militaire de la "coalition".

On prétendait que le nouvel Irak serait au moins débarrassé des terroristes islamistes. Il est devenu non seulement une terre partiellement sous influence des ayatollahs, mais aussi une nouvelle base des terroristes islamistes qui, d'ailleurs, auront bientôt d'autres bastions, puisque plusieurs pays arabes ont été poussés - cela n'est qu'un euphémisme - dans les bras des Frères musulmans par les diplomates occidentales.

On ne terminera pas ce bilan, hélas négatif, sans mentionner le sort tragique des chrétiens d'Irak, victimes de toutes les exactions imaginables dans les régions arabophones, de plus en plus réduits au rang de citoyens de seconde zone et poussés vers l'exode. Qui en parle dans nos pays ?

Soyons justes : dans le chaos irakien, la presse est libre. Des centaines de titres paraissent, écrivent sans censure ce qu'ils veulent. Cela n'empêche pas la lassitude et l'inquiétude croissantes d'une population désespérée et en partie nostalgique de l'ancien Régime avec tous ses défauts. Un beau gâchis. ■

Pascal Nari

CORÉE

## Un vestige communiste

La mort de Kim Jong Il va-t-elle changer la donne en Corée du Nord ?



DEUX CHEFS D'ÉTAT ont rendu l'âme à quelques heures de distance : l'un restera pour avoir incarné la période post-communiste en Tchécoslovaquie, Václav Havel, l'autre sombrera dans la cohorte des dictateurs attachés à cette idéologie mortifère qu'est le communisme, Kim Jong Il.

Cette disparition mériterait d'être fêtée dans la mesure où cette "espèce" se fait de plus en plus rare. Malheureusement pour le peuple nord-coréen, alors que le communisme abhorrait la transmission héréditaire du pouvoir, c'est une véritable dynastie qui règne sans partage depuis la partition de la Corée, Kim Jong Un succédant à son père comme celui-ci le fit en 1994.

Assise sur les terres envahies par les Soviétiques après l'accord passé avec les Américains contre le Japon, la Corée du Nord fut en effet dirigée d'une main de fer par Kim Il Sung puis par son fils Kim Jong Il. Avec sa coupe punk et ses talonnettes présidentielles, celui-ci était connu sur la scène internationale tant pour son programme nucléaire pirate que pour son oppression obstinée du peuple coréen. Maintenant son pays dans la Guerre froide avec sa paranoïa guerrière et ses privations d'électricité, le dirigeant nord-coréen disparu était aussi un "esthète". Metteur en scène perfectionniste de la révolution pour mieux assurer l'emprise totalitaire de son pouvoir, il n'hésitait pas à débarquer en pleine nuit dans les studios officiels pour retoucher les films de propagande du régime.

Une réalité aux antipodes du culte imposé aux Coréens. Né, selon la légende, au pied du mont Paektu, lieu de fondation mystique de la nation coréenne, dans une isba aux allures de crèche de Bethléem qui vit ce jour-là une étoile scintiller dans le ciel, Kim Jong Il a bâti autour de lui un culte despotique. Des forces de la nature se manifesteront des di-

zaines de fois au service de la propagande du président, y compris lors des funérailles du leader, comme le rapporte la télévision de Pyongyang, où une colombe, apparemment inspirée, a déposé la neige de la tête d'une statue du tyran mort !

En kremlinologue averti, on aura observé minutieusement la présence et le rang de chacun lors des obsèques nationales du "soleil" nord-coréen. Cette préséance funéraire aura eu pour mérite de remettre sous les projecteurs le frère du défunt aux côtés de Kim Jong Un, qui n'était apparu publiquement avec son père que fin 2010, mais aussi l'ensemble de l'état-major de l'armée. Né d'une mère japonaise, formé en Suisse, Kim Jong Un a été récemment propulsé général quatre étoiles à vingt-sept ans et président de l'incontournable commission de la Défense du parti unique.

## Militarisme extrême

Ce choix, avalisé par Pékin et par l'armée, sauvera-t-il un régime complètement isolé, militarisé à l'extrême (1,2 million de soldats pour 24 millions d'habitants), économiquement à bout de souffle, qui plus est fragilisé par l'effondrement du bloc communiste ? Tétanisé par le risque d'une invasion sud-coréenne, Kim Jong Il aura juste réussi, mais au prix du sang et des larmes, à faire accéder la Corée du Nord au rang très prisé de puissance nucléaire. Ce n'est pas demain que prendra fin le cauchemar d'un peuple affamé, terrorisé, abusé et transformé en secte persécutrice de chrétiens... Et nul ne saura exactement combien d'hommes ce régime concentrationnaire aura broyés. Des statistiques, dirait Staline en parlant de ces millions de morts ! □

Philippe Lornel

## NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



# Lauriers et lys du roi Henri le grand

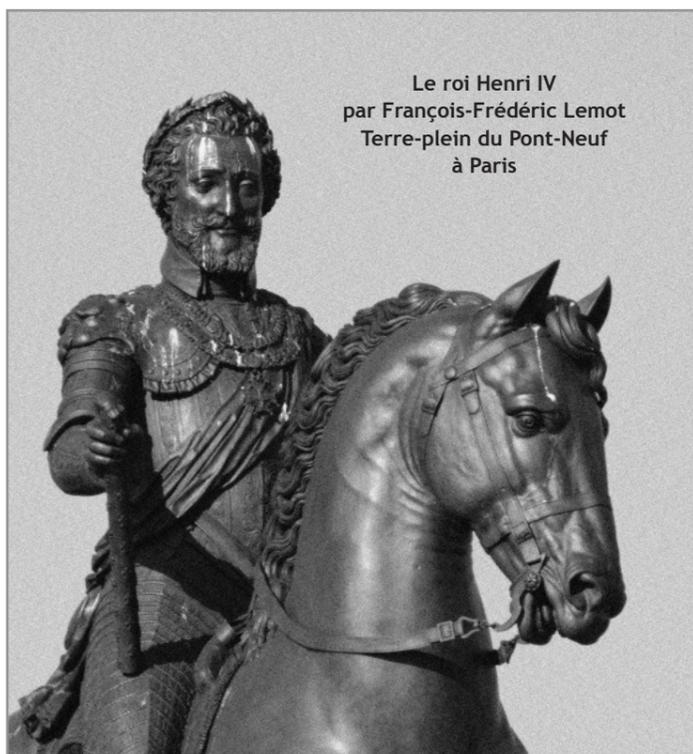
Dirigée par Max Gallo, la collection "Ils ont fait la France" consacre l'un de ses vingt volumes à Henri IV. Premier roi Bourbon, celui-ci demeurerait le plus aimé des souverains français.

Max Gallo et Jean-Paul Desprat présentent un *Henri IV, l'homme de la tolérance*. L'ouvrage comporte une marqueterie de textes précédés de repères chronologiques et méthodiques qui procurent au lecteur une image vivante du « bon et grand roi Henri ». Nous en donnons ci-dessous quelques-uns. On peut cependant regretter que dans sa brillante préface, Max Gallo donne une signification parfaitement erronée de l'absolutisme monarchique.

## Absolute perfection

Cette erreur provient des propagandes anglo-saxonnes du début du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1600, pour tous les contemporains, français ou étrangers, "monarchie absolue" signifiait "monarchie parfaite". C'était la monarchie de nos rois. Dans son *Louis XIV*, le professeur François Bluche démystifie cette légende : « Depuis Charles VII, les lettres patentes des rois s'achevaient par l'expression : "Car tel est notre plaisir". Nos ancêtres à qui le latin n'était pas étranger lisaient : "Placet nobis et volumus" - (c'est notre volonté réfléchie). Ils voyaient en cette formule la décision délibérée du Roi et non son caprice. De même traduisaient-ils sans hésiter "monarchie absoluta" par "monarchie parfaite". » Privé d'une définition authentique, Max Gallo réunit prévention et précipitation pour aboutir à un jugement téméraire : « Mais l'absolutisme - cujus regio, ejus religio - provoquera en 1685 la révocation de l'Edit de Nantes. Absolutisme et tolérance ne peuvent coexister. » Il convient ici de rappeler une date : en 1668, le traité d'Aix-la-Chapelle marque l'annexion de la Flandre française à la Couronne. Les Flamands catholiques soupçonnaient Louis XIV de tiédeur religieuse. Par la révocation de l'édit de Nantes, Louis XIV cède à l'opinion publique, vraie peste de la démocratie. La révocation a pour origine une éclipse momentanée de l'absolutisme royal.

Revendiquant le modèle de Virgile qui exalte les origines de Rome en la personne d'Énée, Voltaire va composer *La Henriade*, poème épique. La première édition intégrale en sera publiée à Londres, en 1728 grâce au pécule que Louis XV lui envoya pour le sauver de la faillite : « Je chante ce héros qui régna sur la France / Et par droit de conquête et par droit de naissance. / Qui par de longs malheurs apprit à gouverner, / Calma les factions, sut vaincre et pardonner / Confondit et Mayenne, et la Ligue, et l'ibère, / Et fut de ses sujets le vainqueur et le père. » Voltaire évoque les troubles de la France divisée au temps d'Henri III, le



Le roi Henri IV  
par François-Frédéric Lemot  
Terre-plein du Pont-Neuf  
à Paris

dernier Valois : « Valois régnait encore ; et ses mains incertaines / De l'État ébranlé laissaient flotter les rênes. / Les lois étaient sans force, et les droits confondus / [...] Dans Paris révolté l'étranger accourut ; / Le vertueux Bourbon, plein d'une ardeur guerrière / À son prince aveuglé vint rendre la lumière : / Il ranima sa force, il conduisit ses pas / De la honte à la gloire et des jeux aux combats. » Voltaire prête au roi de France le discours vraisemblable qu'il tint au roi de Navarre, son cousin et beau-frère : « Vous voyez à quel point le destin m'humilie : / Mon injure est la vôtre ; et la Ligue ennemie / Levant contre son prince un front séditieux / Nous confond dans sa rage et nous poursuit tous deux. / Paris nous méconnaît ; Paris ne veut pour maître / Ni moi, qui suis son Roi, ni vous qui devez l'être. / Ce Dieu vous a choisi : sa main dans les combats / Au trône de Valois va conduire vos pas. »

Publié en 1661 par Hardouin de Péréfixe, *La Vie d'Henri le Grand* comporte de précieux documents auxquels s'ajoute une fine compréhension du caractère et de la personne du roi Henri IV. Excommunié par le pape Sixte V, subissant la méfiance d'un chef de la Ligue, le duc de Mayenne, Henri III fut contraint de se tourner du côté du roi de Navarre. L'intelligence, le courage et la foi de ce dernier firent que cette contrainte fut providentielle, malgré toutes les craintes qu'il pouvait avoir raisonnablement : « Après qu'il eut bien considéré qu'il s'agissait de la France, de servir son roi et de s'ouvrir un chemin pour défendre la couronne qui lui appartenait, il résolut de tout hasarder et de se résigner entièrement à la sainte

garde du souverain protecteur des rois. [...] Il arriva au Plessis-les-Tours sur les trois heures de l'après-midi, en habit de guerre, tout crasseux et tout usé de la cuirasse, lui seul ayant un manteau et tous ses gens étant en pourpoint, tous prêts d'endosser les armes, afin de montrer qu'il n'était pas venu pour faire sa cour, mais pour bien servir. Il alla devant du roi qui entendait vèpres aux Minimes. La foule du peuple était si grande, qu'ils furent longtemps dans l'allée du Mail sans se pouvoir joindre. Notre Henri étant à trois pas du roi, se jeta à ses pieds, et s'efforça de les baiser, mais le Roi ne voulut pas le permettre : et, le relevant, l'embrassa avec grande tendresse. Ils répétèrent leurs embrassements

## EXPOSITION L'Angleterre d'Oscar Wilde

LE MUSÉE D'ORSAY rénové attire les foules. Elles se pressent au cinquième étage dans la vaste galerie sous les combles où sont réunis les Impressionnistes. Un rapproche, la couleur taupe, marron-violet foncé, qui attriste. En revanche, l'effet est saisissant lorsqu'à la hauteur de la grande horloge dont le cadran se dessine, on voit se dérouler la Seine avec Paris en toile de fond. Digne de *Hugo Cabret* le joli film de Scorsese...

Pour nous faire franchir le pont entre deux années, Orsay a fait appel à « beauté, morale et volupté dans l'Angleterre d'Oscar Wilde ». En contrepoint à la révolution industrielle, au smog lon-

trois ou quatre fois, le roi le nommait son très cher frère, et lui appelait le roi son seigneur. On entendit alors pousser avec grande joie les cris de "Vive le roi !" que l'on n'avait point ouï depuis longtemps, comme si la présence de notre Henri eût fait rendre l'affection des peuples, qui semblait éteinte pour Henri III. Après que les deux rois se furent entretenus quelque temps, celui de Navarre repassa la rivière et aller loger au faubourg Saint-Symphorien [...] car il avait été obligé de le promettre ainsi à ces vieux Huguenots, qui crurent qu'on leur tendait des pièges partout. Mais lui, qui était poussé d'un autre motif et qui avait ce généreux principe, qu'il ne faut point ménager sa vie quand il y a quelque chose à gagner qui doit être plus précieux à un grand courage que la vie même, sortit le lendemain dès six heures du matin [...] et vint donner le bonjour au roi. Ils s'entretenirent longtemps en deux ou trois conférences où le roi de Navarre donna de grandes marques de sa capacité et de son jugement. » Henri III mourant le nomma plusieurs fois « son bon frère et son légitime successeur, lui recommanda le royaume, exhorta les seigneurs là présents de le connaître et de ne point désunir ».

Malgré les aléas, les traverses, les pires angoisses, grâce à l'entente du roi de France et du roi de Navarre, ce qu'on a pu nommer le miracle capétien s'est produit. Les éloges le comparant à Salomon, à David, à Constantin, à saint Louis sont justifiés - par son goût et sa pratique de la justice, il a mis fin aux guerres de religion. Aux lauriers du soldat victorieux s'ajoutent les lys de la monarchie légitime. Chez lui une force triomphale se complète par une clémence généreuse. Et, ne l'oublions jamais, tel que le montre sa correspondance amoureuse, ce fut un Prince charmant. ■

Joseph Santa-Croce

✓ *Ils ont fait la France*, volume 4, *Henri IV, l'homme de la tolérance*, collection éditée par *Le Figaro* et *L'Express*, 12,90 euros.

## LIVRES

### Un farceur nommé Derrida

JACQUES DERRIDA, philosophe de la galaxie germanopratinne, ne fut pas seulement le théoricien de la "déconstruction" et du "logocentrisme" ; il fut aussi accessoirement, un Pied-Noir dont l'enfance et l'adolescence, au temps de l'Algérie française, furent celles de tant d'autres Algérois amoureux du soleil, de la mer, du sport, des filles, avec, dans son cas, un penchant prononcé pour l'esbroufe et la fumisterie. Un détail, mais c'est peut-être là qu'il faut chercher la genèse de ses théories philosophiques. Car, si dans certaines universités, notamment américaines, on le tient pour un génie, d'autres qui l'ont bien connu inclineraient pour un génie certes, mais de la mystification.

Jean Taousson (*Adieu roumi*) est de ceux-là. Il fut son condisciple au lycée d'Alger et son copain de presque tous les instants d'une vie quotidienne assez décousue... pour ne pas dire "déconstruite" ! « Je reste persuadé, écrit-il, que Jacky a mis ses réels talents philosophiques au service du goût immodéré qu'il avait de se foutre du monde. » C'est ce Derrida "d'avant Derrida" qu'il raconte dans un livre pétillant, plein d'anecdotes qui ne s'inventent pas et composent le portrait d'un joyeux farceur plus sympathique que l'intellectuel de gauche pontifiant et illisible qu'il est devenu ensuite. □ N.M.

✓ Jean Taousson, *Jacques Derrida, mes potes et moi*, Atel'Fer, BP 20047, 28260 Anet, 204 pages, 25 euros franco.

ne citer que ceux-là. Cette fort belle exposition, émaillée de sentences intelligentes et... ravageuses d'Oscar Wilde, n'offre qu'un désavantage. Le visiteur doit se courber et se casser le dos pour lire, malaisément, dans une lumière tamisée, les petits panneaux d'explication.

Une curiosité à évoquer pour les amoureux de Michel Mohrt. Un de ses meilleurs romans, *La Prison maritime*, voit son intrigue bâtie autour du vol d'une toile de Burne-Jones. Voilà l'occasion d'allier peinture et littérature. Ne manquez pas l'Angleterre d'Oscar Wilde et lisez ou relisez l'œuvre de l'académicien disparu cette année. ■ Ch.-H.B.

✓ *Beauté, morale et volupté dans l'Angleterre d'Oscar Wilde* ; musée d'Orsay ; jusqu'au 15 janvier ; tous les jours sauf le lundi, de 9 h 30 à 18 heures, le jeudi jusqu'à 21 h 45.



donien qui l'accompagne, au travail des enfants au service d'un capitalisme triomphant, des artistes, ceux de l'Aesthetic Movement, sont en quête d'une beauté parfois un peu froide inspirée de l'Antiquité, tantôt toute empreinte de volupté. Cette réaction aux rigueurs et vertus victorienne rassemble une pléiade d'artistes tels que Rossetti, Edward Burne-Jones ou James MacNeill Whistler pour

## LIVRES

# Provence, filon de l'édition ?

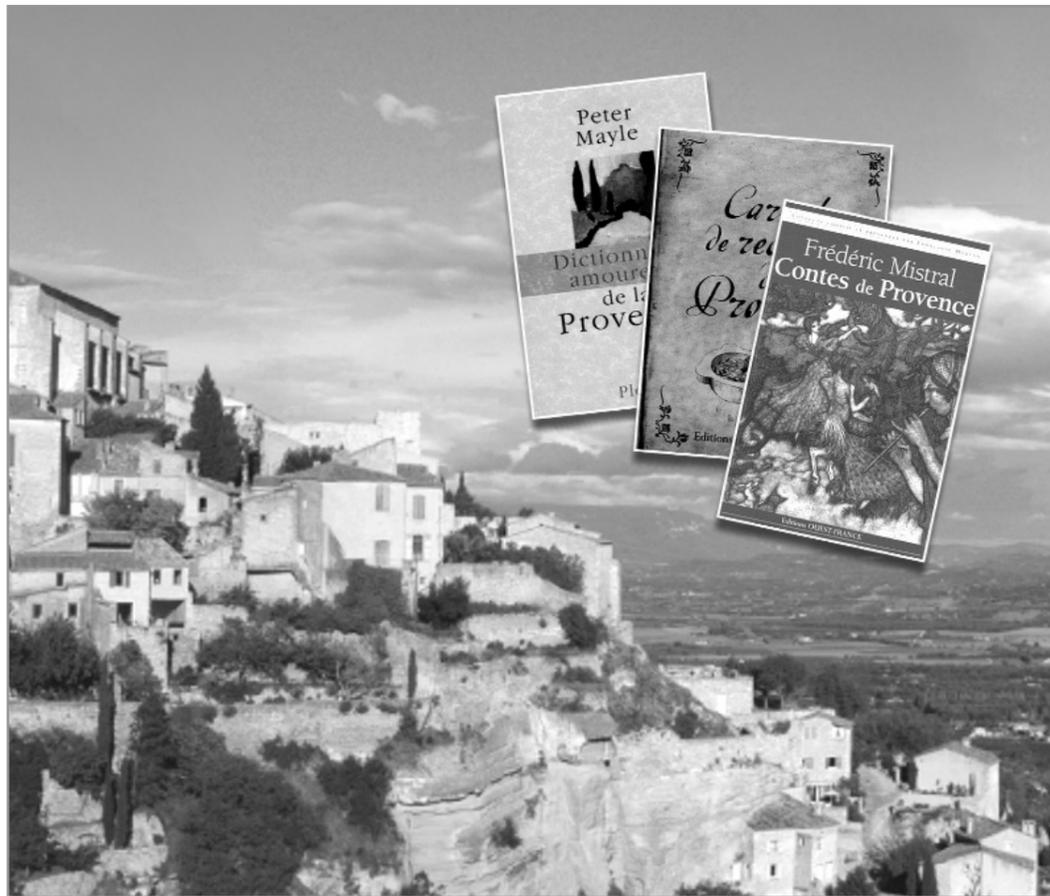
Dans notre société mondialisée, le "livre de terroir" représente une valeur sûre de l'édition, mais certains "terroirs" se vendent mieux que d'autres. La Provence en fait partie. Malchance quand pullulent, à côté d'excellents ouvrages, des parutions purement commerciales.

Le roman des Provençes de Jean Siccardi s'inscrit dans une collection grand public consacrée aux « lieux et destins magiques » qui compte quelques réussites, quand l'essai s'attache à l'histoire, aux coutumes, aux légendes. En choisissant, selon une mode actuelle, de décomposer la Provence en Provençes au pluriel, l'auteur a renoncé à l'unité de temps, d'action et de lieu au profit d'une mosaïque éclatée d'ordre géographique. Ce ne sont pas des histoires qu'il raconte, mais des instantanés jetés dans le désordre au fil de balades informelles entre vallée du Rhône, Côte d'Azur, régions de Marseille et Draguignan, comté de Nice, Alpes et Durance. On y croise dans un désordre pas toujours déplaisant Gyptis et le roi René, Mistral et saint Bénézet, les papes d'Avignon et les premiers touristes, la tarasque et la chèvre d'or, sainte Roseline et Gaspard de Besse. Trop de choses à dire, de gens à montrer, de paysages à faire admirer, d'événements à célébrer, effleurés en passant alors que le lecteur aimerait s'attarder, en savoir davantage, et garde l'impression de rester sur sa faim après avoir été mis en appétit.

## L'OM et le Félibrige

Provence(s) - c'est une manie ! - du XX<sup>e</sup> siècle de Nedjma Van Egmond prétend rendre compte, non sans arrière-pensées, des mutations du siècle passé qui transformèrent la Provence mistralienne en PACA. Incontestable progrès... Non par de grands discours mais par l'image. L'idée n'est pas mauvaise, même si la mise en page donne une impression de fouillis visuel. Cet album dont l'essentiel du texte tient en légendes véhicule, à côté de pages consacrées à la langue, les grands travaux, le cinéma, la littérature, des poncifs inaltérables : pastis, marchés, bouillabaisse donnant l'impression d'être là parce que le touriste les attend. Faut-il accorder autant de place à l'OM qu'au Félibrige ? Tout dépend du public... Et consacrer tant de pages au « racisme » et aux « crimes » du Front national, pour se désoler que ces choses-là puissent se produire dans la ville de Gaston Defferre, un « maire dans l'histoire », et des grandes luttes sociales de la Gauche ? Oui, puisqu'il faut ancrer dans les consciences la notion de « diversité positive » et la peindre sous les couleurs les plus aimables. Au bout du compte, un bel outil de propagande bien illustré et des plus complets.

Peter Mayle est de ces Anglais qui, ayant fui les brouillards londoniens au profit d'un pays plus



riant - le Lubéron -, ont décidé de s'adapter à leur environnement avec la meilleure volonté possible. Cette transplantation ne va pas sans surprises, mais il en rit de bon cœur et avec gentillesse. Il a tiré de cette lente acclimatation et de ses aléas des livres qui lui ont valu un franc succès dans les pays de langue anglaise et l'ont hissé outre-Manche au rang de spécialiste de l'univers provençal. Et, chose plus singulière, de publier un *Dictionnaire amoureux de la Provence*. Il est vrai que cette série a pour premier critère que ses auteurs aiment à la passion leur sujet, et il ne fait aucun doute que Peter Mayle se passionne pour la Provence. Il a su, usant de la liberté laissée par l'éditeur, écartier les questions rebattues et les entrées trop évidentes pour n'être pas lassantes ; su, aussi, conférer un cachet personnel, faussement naïf et plein d'humour, à ses rubriques, de la lettre "A" comme "Amis" - pourquoi en a-t-on tellement dès lors que l'on possède une maison dans le Midi ? - à "Z" comme "Zingue zingue boum boum". Dans l'intervalle, vous aurez croisé le Korthal marseillais, l'art d'apprivoiser l'ail, des sites et des artistes aimés de l'auteur, pris des leçons de cuisine, appris comment nos voisins anglais jugent nos tics de langage ou de comportement, découvert les désagrèments d'une vieille bâtisse, et admiré que M<sup>r</sup> Mayle ose dire qu'il n'aime pas le marquis de Sade. L'ensemble est agréable, drôle et plus sérieux qu'il y paraît.

*Couleurs de Provence* de Michel Biehn est un classique du beau livre régulièrement réédité. À juste titre puisque, avec le rouge, l'orange, le jaune, le vert, le bleu, le blanc pour fil conducteur, il évoque magnifiquement les façades ocre de l'arrière-pays, la garance, le kermès, l'indigo, la fabrication des indiennes, le safran, les cigales, le linge ancien, la lavande, les plantes médicinales et, se souvenant qu'il est l'auteur d'un fabuleux carnet de recettes provençales, la soupe à l'épeautre, les caillettes, la tourte aux blettes, à grand renfort d'images éclatantes. Un plaisir pour les yeux et l'esprit.

## Cuisine locale

*Carnet de recettes de Provence* de Simone Verger réunit ces plats de famille que tout le monde autrefois savait faire et qui ne coûtaient guère à des bourses peu remplies. Certaines recettes se retrouvent, tels le pain perdu ou le pot au feu, ailleurs, mais la plupart sont d'authentiques spécialités provençales : soupe au courge, daube, barigoule, bohémienne. S'y ajoutent des plats que l'on ne prépare plus guère, à base de bas morceaux, et des façons d'accommoder les restes qui pourraient redevenir de rigueur... *Provence en 500 photos* de Gérard Sioen dit précisément dans son titre tout du livre : un choix de clichés couleurs, beaux et spectaculaires, de la Haute-Provence au long des saisons. Festival d'amandiers en fleurs, de

champs de lavande, de villages perchés, de fontaines, de nobles demeures. À offrir ou s'offrir, comme un choix remarquable de cartes postales.

Si vous cherchez plus d'authenticité, prenez les *Contes de Provence* de Frédéric Mistral, collecte qui, près de cent ans après la mort du maître de Maillane, n'avait jamais été réunie et publiée. La faute aux ethnologues et folkloristes jaloux qui avaient décrété cette cueillette opérée sans respect des règles du métier et les textes, sortis des *Mémoires*, de *Mireille*, de l'*Almanach provençal* ou de l'*Aioli*, trop bien écrits, donc réinterprétés par le poète au point de rendre indiscernable leur source populaire. Françoise Morvan, qui les a rassemblés dans une série très sérieuse consacrée au légendaire français n'est pas de cet avis. Vous y trouverez Papeligo, page qui enchantait des générations d'enfants, et des dizaines d'autres, sauvés d'un passé disparu où les imaginations jouaient à la veillée. Curieusement, certains contes, les deux Bossus ou Georges Banet, que dans l'Ouest on appelle Jean le Fin, semblent être des doublets du légendaire breton, sans que l'on sache s'il y a fond commun ou contamination. D'autres illustrent la sagesse populaire ou des préjugés locaux, les Martégaux en faisant les frais, mais ce qui frappe le plus, car ce trait est en général absent ailleurs en France, c'est une cruauté tranquille envers les animaux, de sorte que ces contes ne sauraient plaire aux petits...

À côté de tant de gens qui exploitent la Provence sous des aspects plus commerciaux que littéraires, Pierre Magnan est l'exception. Rare, précieuse, réjouissante. J'économise ses livres, parce que, au milieu de parutions désolantes, ils sont pour le critique, et le lecteur, des pépites que l'on met de côté en vue des temps de trop grande pénurie. Avouons-le, je les garde égoïstement des années durant, me réservant à leur lecture un instant de vrai plaisir. Je viens d'en sacrifier deux parmi les derniers parus.

*Ma Provence d'heureuse rencontre* est la négation voulue, circonstanciée de cette littérature d'occasion, parfois habile ou agréable, qui envahit les librairies et prétend tout dire sur un pays qui, justement, est infiniment plus silencieux, plus secret, plus noir qu'il ne le montre aux crédules abusés de passage. Magnan parle du « soleil funèbre de midi » et son univers particulier, à lui, disciple de Giono, est sombre et grandiose comme une tragédie grecque. Cela se percevait dans ses romans policiers aux allures d'hymnes et d'incantations, dans ses fictions, dans chacun de ces livres trop grands pour le public actuel et qui ont eu du mal à se tailler la place qu'ils méritaient. Parmi les premières. Dans ces souvenirs, ces notes, ces nouvelles, jetés pêle-mêle, Magnan livre beaucoup de son imaginaire, et de lui-même, forcément. Il vous entraîne dans son âpre pays bas-alpin, appellation qu'il n'a jamais reniée, parmi les bergers, paysans, nobles, écrivains qui l'ont aimé, travaillé, façonné et dont il connaît l'âme comme personne. C'est mieux que tous les guides.

Pour finir, prenez *Un grison d'Arcadie*. Un matin de juin 1945, Pierrot, quinze ans, assiste, témoin invisible, à l'assassinat du beau capitaine Patrocle, héros de la Résistance et bourreau des cœurs, victime du boulanger, mari rancunier. Au lieu d'aller le dire aux gendarmes, le garçon garde l'information pour lui, ainsi qu'une lettre trouvée sur le cadavre, devenue son talisman. Ce billet va, en effet, bouleverser sa vie. Un roman initiatique, certes, qui raconte le passage de l'enfance à l'homme, de l'ignorance au savoir, de la pauvreté à la richesse, mais surtout, dans une langue superbe, un chant à l'amour, aux livres, à la terre. Inoubliable. ■

Anne Bernet

✓ Jean Siccardi, *Le Roman des Provençes*, Le Rocher, 220 p., 19,90 € ; Nedjma Van Egmond, *Provence(s) du XX<sup>e</sup> siècle*, Ouest France, 130 p., 32 € ; Peter Mayle, *Dictionnaire amoureux de la Provence*, Plon, 490 p., 23 € ; Michel Biehn, *Couleurs de Provence*, Flammarion, 175 p., 20 € ; Simone Verger, *Carnet de recettes de Provence*, Ouest-France, 125 p., 8 € ; Gérard Sioen, *Provence 500 photos*, Flammarion, 480 p., 10 € ; Frédéric Mistral, *Contes de Provence*, Ouest-France, 410 p., 17 € ; Pierre Magnan, *Ma Provence d'heureuse rencontre*, Denoël, 200 p., 17 € ; *Un grison d'Arcadie*, Denoël, 285 p., 17 €.

□ ANNIVERSAIRE

## Vallat quarante ans après

« Appelé à gouverner le journal comme un navire dont le tirant d'eau, les allures et le fardage ne lui étaient pas familiers, il avait eu bientôt fait de charmer l'équipage par ses vertus, ses talents, et son courage. »



Le 6 janvier 2012 marque le quarantième anniversaire de la mort de notre ancien directeur Xavier Vallat. Cette commémoration nous offre l'occasion d'évoquer le souvenir de ce compagnon de captivité de Charles Maurras, que notre maître portait très haut dans son cœur jusqu'à lui donner, dès qu'il fût sorti des geôles républicaines, le codirection d'*Aspects de la France*, hebdomadaire de l'Action française, créé trois ans plus tôt par Georges Calzant. C'est avec émotion que je rends hommage à ce grand Français, mon aîné de plus de cinquante années, qui fut aussi un grand écrivain, et qui, au cours de mes bien lointaines jeunes années sur notre terre commune et tant aimée du Vivarais (que la République appelle l'Ardèche), m'honora de son amitié.

### L'âme du Vivarais

Bien que né le 23 décembre 1891, à Villedieu, petit village de la Provence mistraliennne, Xavier Vallat appartenait à une solide lignée paysanne implantée à Pailharès, en haute Ardèche. Il reflétait pleinement l'âme de notre petit pays montagnard - une âme ardente, passionnée, courageuse, que le contact familier avec un sol âpre et avare ramène sans cesse aux réalités. Son patriotisme était concret, senti, charnel et trouvait naturellement sa plus haute expression dans la fidélité au roi, un être de chair et de cœur, héritier d'un domaine à faire prospérer. Il avait hérité aussi du fervent catholicisme de ses ancêtres sans cesse ravivé par les humbles pèlerinages qui parsèment les monts du Haut-Vivarais. Cette personnalité si attachante, douée d'une franche gaieté et d'une verve de bon aloi, se mit très tôt au service de la France.

Dès la Grande Guerre, il se conduisit comme un héros : revenu deux fois au front après avoir été blessé, il dut, dans la Somme, être amputé d'une jambe dans d'atroces souffrances. Mais conscient de ne faire que son devoir, il garda toujours un optimisme communicatif.

### Le parlementaire

Les électeurs de la circonscription de Tournon-Annonay le désignèrent le 16 novembre 1919 comme député sous le signe de l'Union sacrée. Réélu en 1928, devenu en janvier 1940 vice-président de la Chambre des députés, il ne cessa de lutter contre l'individualisme étatiste, l'antipatriotisme et le matérialisme athée. Il était alors l'orateur talentueux de la Fédération nationale catholique, mais il gardait des relations toujours cordiales avec ses collègues députés de tous bords. Survint la débâcle de 1940. Vallat se retrouva aux côtés du maréchal Pétain qui, face à une guerre que d'autres avaient voulue et si mal préparée, agissait pour épargner aux Français les pires malheurs. Vallat, héritier des plus hautes traditions catholiques et françaises, mit un point d'honneur à ne jamais montrer une attitude de soumission envers l'occupant nazi qui en vint à exiger son départ le 19 mars 1942.

1944 : Vallat fut traîné de prison en prison, puis s'entendit condamner le 10 décembre 1947 par la Haute Cour à dix ans d'emprisonnement et à l'indignité nationale. À la maison centrale de Clairvaux, il retrouva Charles Maurras, et naquit alors entre les deux hommes, faits pour s'attirer et se comprendre, une amitié extraordinaire, si bien qu'à sa libération en mars 1950, Vallat devint le collaborateur assidu d'*Aspects de la*

*France*. En 1960, il en assurait la codirection avec Georges Calzant. À la mort de ce dernier, en 1962, il devint directeur et commença pour lui une période d'activité intense. Installé alors à Annonay, il venait chaque semaine à Paris, et sa chronique sereine, joviale, nourrie de vastes connaissances, n'avait d'égale que le charme de sa conversation. On aimait aussi les échos très incisifs qu'il signait Mestre Quinge. Jacques Perret disait de lui : « Appelé à gouverner le journal comme un navire dont le tirant d'eau, les allures et le fardage ne lui étaient pas familiers, il avait eu bientôt fait de charmer l'équipage par ses vertus, ses talents, et son courage. » Mais sa santé s'altéra vite.

### Directeur honoraire du journal

Au début de 1966, il céda sa charge à Pierre Pujo tout en restant directeur honoraire. Il occupa ses dernières années à ajouter à une œuvre littéraire déjà bien fournie : *Charles Maurras n° d'écrou 8321* (Plon, 1953), *Le Nez de Cléopâtre* (Les Quatre Fils Aymon, 1957), *La Croix, les Lys et la Peine des hommes* (Les Quatre Fils Aymon, 1960) - et quelques autres ouvrages de souvenirs : *Lettres passe-murailles*, sa correspondance avec Maurras de mars 1950 à novembre 1952 (La Table Ronde, 1966), *Feuilles de Fresnes 1944-1948* (Lienhart, Aubenas, 1971) et *Le Grain de sable de Cromwell* (Lienhart, Aubenas, 1972). Insistons sur *La Croix, les Lys et la Peine des hommes*, ouvrage essentiel, de référence pour qui conque s'intéresse à la question sociale et veut comprendre pourquoi les catholiques royalistes furent, au parlement ou dans leurs écrits, en plein accord avec les encycliques sociales et les déclarations des Princes, à l'avant-garde, contre les tenants du libéralisme économique, des lois sociales justes améliorant le sort de la classe ouvrière pendant toute la période qui suivit la Révolution dite française, jusqu'à 1940 (réédité par Ulysse éditions, Bordeaux, en 1982, avec une préface de votre serviteur). Hospitalisé au cours de l'été 1971, Vallat souffrait atrocement, quoique sans jamais se plaindre. Il rendit son âme à Dieu à l'hôpital d'Annonay dans la sérénité et dans une parfaite confiance, le 6 janvier 1972, le jour des Rois comme il convenait à cette âme de vaillant serviteur de la cause capétienne. Il repose dans une tombe toute simple au cimetière de Pailharès (Ardèche), à l'ombre du clocher de son église paroissiale qu'il aimait tant. ■

Michel Fromentoux

## LIVRES

### Alexis de Tocqueville au Far West

Pierre Gouirand signe un nouvel ouvrage consacré à Tocqueville.

NOUS SOMMES nombreux à connaître ces lignes saisissantes qui datent de 1932 : « Pour une surprise, c'en fut une. À travers la brume, c'était tellement étonnant ce qu'on découvrirait soudain que nous nous refusâmes d'abord à y croire. [...] Figurez-vous qu'elle était debout leur ville, absolument droite. New York c'est une ville debout. [...] Chez nous, n'est-ce pas, elles sont couchées les villes, au bord de la mer ou sur les fleuves, elles s'allongent sur le paysage, elles attendent le voyageur, tandis que celle-là l'Américaine, elle ne se pâme pas, non, elle se tenait bien raide, là, pas baissante du tout, raide à faire peur. » Signé : Destouches, si vous préférez Céline. C'est à un voyage cent ans postérieur, mais sur les mêmes rives que nous invite Pierre Gouirand, à l'occasion de la publication de son *Tocqueville - Le Voyage en Amérique - 1831*. On ne présente plus les travaux de Gouirand tant ils font autorité sur l'auteur de *La Démocratie en Amérique*. Vous découvrirez là un ouvrage de référence.

### Latitudes méconnues

Légitimistes contrariés par la présence de Louis-Philippe sur le trône depuis juillet 1830, Tocqueville et son ami Beaumont s'en vont aux Amériques pour un long voyage. Motif officiel : étudier le système pénitentiaire américain. But inavoué : appréhender ces habitants du Nouveau Monde en vie sous des latitudes peu civilisées. Et, à travers eux, la prospérité du régime démocratique encore balbutiant et si contrarié chez nous. Après La Fayette, Chateaubriand et Talleyrand, mais avant Philéas Fogg, le héros vernien du *Tour du monde en quatre-vingts jours*, voici Alexis de Tocqueville et Gustave de Beaumont embarqués au Havre et qui découvrent Long Island après trente-six jours de traversée, cent ans avant Bardamu. Étonnement des deux aristocrates devant le paysage urbain en lieu et place de ce qu'ils pensaient découvrir, une forêt vierge et impénétrable d'avant l'homme. Que nenni ! Point encore de ville debout, mais sur des rivages harmonieusement découpés, des pentes de gazon et d'arbres, une multitude de maisons de campagne, grandes comme des bonbonnières, et une mer couverte de voiles. Tocqueville et Beaumont logent à Broadway. New York en 1831 ? 230 000 habitants. Juste le Sud de Manhattan. Harlem



est un village... À Broadway se déroule la vie mondaine, mais point de milieu aristocratique, tout au plus une classe moyenne, ni brillante, ni médiocre. Des commerçants fondus en une seule classe et qui ne servent pas de vin à table ! Munis des plus belles lettres de présentation, dont une signature-sésame de François-René de Chateaubriand, voici nos deux amis visiteurs bientôt réguliers chez Edward Livingstone, le Premier ministre des États-Unis d'Amérique... Mais bientôt commence leur voyage d'étude dans les prisons américaines. À Sing-Sing, la prison est inspirée par les Quakers, secte philanthropique qui, dès 1780, avait milité pour la cellule individuelle, pénitence nécessaire qui donna son nom au pénitencier. Mais très vite, d'autres considérations les tentent davantage. Beaumont signale l'absence proprement incroyable d'une armée ou bien encore de partis politiques. « On nous assure qu'on a de la peine à faire accepter les fonctions publiques qui détourneraient des affaires privées. » Décidément, curieuse société, où selon le régime politique accepté par tous sans discussion, le propre de la légitimité, seul compte vraiment le commerce. Mais c'est à vous qu'il appartient maintenant de suivre l'aventure passionnante de deux aristocrates français en plein Far West. Le talent de narration, la minutie et la rigueur toute scientifique de Pierre Gouirand font l'honneur des sciences humaines. De ce voyage, chacun ira de son livre, Tocqueville d'abord qui rencontrera en 1835 un succès immédiat en publiant *De la démocratie en Amérique*, mais aussi, et la même année, avec un résultat plus modeste, Beaumont qui, dans *Marie ou l'esclavage aux États-Unis*, retracera la vie d'une jeune métisse américaine, tout à fait blanche d'apparence et dont la vie sera bouleversée par la découverte de ses origines. □

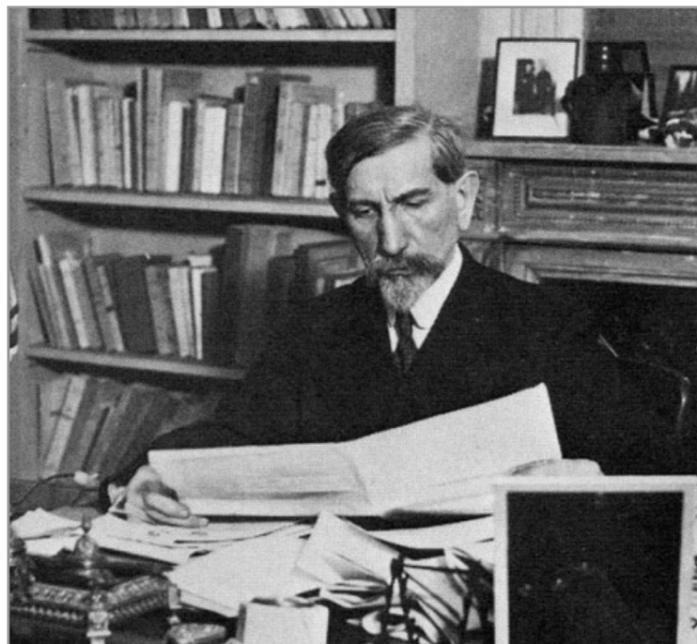
Marc Savina

✓ Pierre Gouirand, *Tocqueville - Le Voyage en Amérique*, Ovadia, 472 p., 18 euros.

□ G. DE TANOÛARN

## Désuet, Maurras ?

En conclusion de son "Qui suis-je ?" consacré à Maurras, Tony Kunter évoque la « désuétude » d'une pensée dont sont pourtant identifiés ci-dessous de solides piliers.



Charles Maurras dans son bureau de l'Action française, rue du Boccador à Paris

L'année 2011 a été particulièrement riche en publications sur Maurras. J'en ai évoqué quelques unes déjà. Je n'ai pas parlé encore du "Qui suis-je ?" publié chez Pardès par Tony Kunter. Ce petit livre a toutes les qualités d'une bonne synthèse. Synthèse objective et non hostile. Mais je voudrais revenir sur sa conclusion, en particulier sur cette phrase, lancée avec assurance par Tony Kunter : « Cette désuétude de Maurras est acceptée hors micro et hors caméra par les milieux d'Action française, qui attendent, dans ce qui serait devenu une religion laïque, leur nouveau prophète. »

Cela fera soixante ans cette année que Maurras est mort et il faut bien reconnaître que n'importe quel penseur ordinaire serait désuet pour moins que ça. Plus d'un demi-siècle ! À quoi bon le lire encore ? On peut le fréquenter, pense Tony Kunter, comme d'autres recherchent la compagnie de grands anciens, qui sont ses contemporains : Henri Bergson, André Gide ou Charles Péguy, pour ne citer que des Français. On peut cultiver une sympathie, une imprégnation maurrassienne. Mais Maurras n'a pas tout vu. Il n'a pas tout compris. Il importe de l'actualiser. Et on ajoute *sotto voce* : il faut le débarrasser de certaines de ses marottes : son provincialisme, son positivisme, son dogmatisme et, bien sûr, son antisémitisme.

Je voudrais ici soutenir deux choses, qui paraîtront peut-être contradictoires à un lecteur pressé, mais qui me semblent profondément distinctes. Premièrement : plus d'une fois, Maurras s'est trompé dans ses analyses. Son caractère colérique a pu lui faire avancer, au quotidien (oui : dans son article quotidien de L'Ac-

tion Française), des jugements faux soit sur les personnes (il n'était pas tendre), soit sur les circonstances. Sa culture, très "fin de siècle", a pu l'empêcher de saisir certaines problématiques nouvelles. En tout cela, on peut et on doit parler - et pas seulement « hors micro et hors caméra » - d'une « désuétude » de Maurras. La solution inverse serait de proclamer son infailibilité, ce dont il aurait été le premier à s'offusquer. Une part de la modernité du personnage tient justement à sa partialité résolue, à la subjectivité assumée d'un certain nombre de ses positions. Plus exactement encore, il faut reconnaître que certaines positions de Maurras étaient des postures. Exemple ? L'affaire Dreyfus. Je ne suis pas sûr qu'il y ait grande différence, sur le fond, entre le Péguy dreyfusard et hostile au "parti intellectuel" de *Notre jeunesse* et le Maurras antidreyfusard du fameux *Précis*. L'un et l'autre déplorent l'utilisation subversive du cas Dreyfus. L'un et l'autre refusent en principe l'injustice, même si Maurras le dira un peu tardivement et sous le masque d'*Antigone, Vierge et Mère de l'ordre*.

### Pensée matricielle

Deuxièmement : la pensée maurrassienne ne dépend pas de ces applications fausses. Elle offre une architecture mentale - la *fabbrica della mente* dont parle Vico - qui reste plus que jamais d'actualité. Peu de penseurs peuvent se vanter d'avoir construit une pensée "matricielle". Michel Foucault avait bien vu la spécificité de ce type de pensée et de ce type de penseur, qui ouvrent un champ, dans lequel d'autres pensées que les leurs, et d'autres penseurs, peuvent s'ébattre à leur

aise. François Huguenin avait bien vu cela lorsqu'il a employé le terme d'« école » d'Action Française. Cette pensée matricielle a ceci de particulier - il faut l'ajouter - que ce n'est pas un système, comme il y a un système marxiste ou un système libéral, au sein duquel on retrouve un certain nombre d'étapes obligées qu'il faut avoir franchies pour que le parcours soit complet. Les décisions qu'a prises le jeune Maurras et qui lui survivent, en formant une matrice intellectuelle, sont avant tout des décisions critiques et limitatrices, non des décisions dogmatiques. Au premier rang de ces décisions, il y a la méthode maurrassienne : une ouverture universelle à tous les faits, « du moment qu'ils sont bien observés ». Les pensées viennent toujours des faits et non les faits des pensées. Voilà l'empirisme, toujours inaugural dans une pensée "maurrassienne".

### Civilisation

Par ailleurs, il existe des constantes (ce que Maurras appelle les vérités, « les grandes lois de l'être »), constantes que l'on peut contempler telles qu'en elles-mêmes quand on s'appelle Dante, mais qui n'existent que de manière analogique dans la réalité historique. On peut s'interroger sur leur avenir : l'avenir de l'ordre, l'avenir de l'intelligence. Mais on ne peut admettre leur disparition, qui serait la disparition de l'homme lui-même.

Il me semble que c'est le troisième pilier de la pensée maurrassienne : sa fréquentation de Schopenhauer lui fait poser de façon radicale la question de l'homme, c'est-à-dire de la civilisation dans son universalité humaine non facultative : « Je suis Romain, je suis humain, deux propositions identiques. » Ce thème maurrassien s'imposera dans les années trente, en particulier chez les non-conformistes et chez les catholiques, mais il sera trop tard. La politique, pour lui, n'est que le moyen de protéger l'homme (il y insistera dans cet ouvrage tardif qu'est *Sans la muraille des cyprès*). Elle doit être envisagée dans son sens le plus restrictif pour demeurer vraiment universelle et ne pas se confondre avec telle mythologie, fût-elle monarchique. Sur tel ou tel point, le langage courant nous fait dire : « Ma religion est faite. » Il est impossible de prétendre agir toujours de la même façon en politique. Machiavélisme ? Non : réalisme. À la fin de sa vie, il me semble que Maurras insistait sur un seul invariant, dans cette politique : la nation. Pour lui, la nation reste la dernière incarnation de l'idée d'homme qui soit admissible par tous. Dans l'universelle « neutralisation des valeurs »,

RELIRE MAURRAS

## La démocratie, une idée fausse

Au yeux de Maurras, la démocratie ne relève pas du fait, mais elle inspire effectivement les lois, aux dépens du bien commun.



IL FAUDRA sans doute plusieurs articles pour faire, si cela est possible, le tour de la pensée de Maurras sur la démocratie. Dans *L'Enquête sur la monarchie*, il ouvre le débat d'une façon tranchante : « La démocratie c'est le mal, la démocratie c'est la mort. » Un peu plus tard, dans *L'Action Française* du 25 août 1911, il ajoute qu'« au fond la démocratie n'est rien que cela : la simple capitulation du génie humain de la vie, de la forme et de l'organisation, devant les forces naturelles qui les composent et qui tuent. On a dit que la démocratie, c'est la mort. On peut aussi dire que c'est en toute chose, le moindre effort. »

Maurras avait aussi écrit, le 9 février 1911 : « Prévoir, calculer, apprécier, le tout selon des approximations extrêmement fines, c'est l'affaire d'un seul ou d'un petit nombre très exercé : l'aristocratie ou la monarchie. Mais, qu'elle soit parlementaire ou césarienne, l'ignare démocratie n'y peut rien du tout. » En effet, on appelle "démocratiques" les gouvernements issus de la volonté du plus grand nombre. Ainsi, dit Maurras, « la démocratie idéale serait celle dont tous les actes législatifs ou administratifs exprimeraient loyalement, mais exclusivement la somme de ces volontés qui, pour être additionnées, doivent être conçues comme égales entre elles, quelles que soient les différences de leur valeur. Essentiellement la démocratie se fonde sur le système de l'égalité valeur politique des individus. » Or on voit qu'au fur et à mesure qu'on

s'élève dans l'échelle animale, les inégalités deviennent plus nombreuses, plus profondes et peut-être plus choquantes. Si l'on considère que l'égalité, c'est la justice, l'espèce humaine est un pur monument « d'injustice immanente ». Dans toute société, le pouvoir directeur de l'ensemble revient non pas au plus grand nombre mais à ceux qui se trouvent le mieux qualifiés pour voir et pour prévoir. La démocratie, pour Maurras, contrairement à ce que dit Tocqueville, n'est pas un fait. La démocratie est une idée et cette idée inspire des lois. Or, écrit Maurras, « ces lois et ces institutions se révèlent de jour en jour plus désastreuses, destructives et ruineuses, plus hostiles aux tendances naturelles des mœurs, au jeu spontané des intérêts et au développement du progrès. Pourquoi ? Parce que l'idée démocratique est fautive, en ce qu'elle est en désaccord avec la nature. Parce que l'idée démocratique est mauvaie en ce qu'elle soumet constamment le meilleur au pire, le supérieur à l'inférieur : au nombre la qualité, c'est-à-dire la compétence et l'aptitude. C'est un fait que les lois démocratiques existent ; mais c'est un autre fait qu'elles sont essentiellement nuisibles et mortelles... Car le démocrate seul existe : il n'est pas de démocratie. » (*Gazette de France*, 24 août 1902) Voilà un texte qui mérite d'être médité à la lumière de ce que nous vivons aujourd'hui. Nous y reviendrons. □

Louis de Galice

reste, disponible mais en même temps bien sûr à retrouver, à réinventer, le fait national français. Il me semble que l'idéologie mondialiste, loin d'infirmer cette idée, lui donne une sorte d'urgence et d'efficacité plus grande encore que par le passé, à charge pour nous d'inventer les modalités nouvelles de ce rempart spirituel.

### Scepticisme

Au fond, et ce sera sans doute le cinquième pilier de la *fabbrica della mente* selon Maurras : alors qu'on lui reproche son dogmatisme, la grande originalité et la spécificité de Maurras contre-révolutionnaire, de Maurras penseur de l'ordre, c'est son scepticisme. C'est par scepticisme qu'il refuse tous les fidéismes du XIX<sup>e</sup> siècle, le fidéisme amoureux des romantiques (Ah ! ces amants de Venise, qu'ils peinent à jouir !), le fidéisme rousseauiste qui a engendré ces religions séculières que sont les idéologies communistes et fascistes (ça ne l'intéresse pas),

le fidéisme progressiste qui croit le pouvoir se passer de l'expérience des siècles (quelle naïveté !). Contrairement à ce que laisse entendre Tony Kunter dans son "Qui suis-je ?", Maurras n'a pas adapté la pensée contre-révolutionnaire de Maistre et de Bonald pour le XX<sup>e</sup> siècle. Ces gens, il les a à peine lus. Ce qu'il a tenté de faire, comme il le dit dans *La Bonne Mort*, c'est de sauver l'humanité de l'homme, en lui procurant des moyens - politiques d'abord - de résister à l'autodestruction. Je dirais, pour conclure, que c'est le scepticisme de Maurras qui sauve sa pensée de la désuétude, en proposant une expérience intérieure et, par-delà tous les naufrages, en faisant émerger des principes objectifs qui sont toujours d'actualité pour la formation de l'esprit et la réforme de la patrie. ■

Abbé G. de Tanoüarn

✓ Tony Kunter, *Maurras*, Pardès, coll. "Qui suis-je ?", 128 p., 12 €.

□ L'ACTION FRANÇAISE

## Une histoire intellectuelle

À l'occasion de sa réédition, François Huguenin a subtilement révisé son ouvrage consacré à l'Action française. Cet article conclut la critique entamée dans nos deux précédents numéros.



Frontispice de l'Encyclopédie  
« La critique par Maurras de la démocratie moderne repose précisément sur celle de l'individualisme triomphant avec les Lumières. »

### Nation et modernité (III)

L'erreur du nouveau Huguenin<sup>1</sup> sur la nation est inspirée de Jean de Viguierie dont la thèse, fautive à propos de Maurras du moins, continue de faire des ravages même chez des esprits avertis. « En évoquant la mort d'Henri Lagrange, rappelle Huguenin, Maurras exprimera la révolte intime de ces hommes qui ont accepté la guerre avec courage mais qui s'insurgent devant tant de morts. » Et de le citer : « Mais nous, devant cette autre tombe [...], nous ne pouvons que répéter, les yeux pleins de larmes : il avait vingt ans. » (page 233).

Or, c'est pour ajouter quelques lignes plus loin (234), là encore sans étayer ses affirmations d'aucun texte : « Comme souvent chez Maurras, le principe salutaire est poussé à l'extrême, jusqu'au point où il devient un absolu<sup>2</sup> et où il désintègre en son sein tout ce qu'il devait protéger. C'est le sens du nationalisme moderne. » Pourtant, n'est-ce pas Maurras qui avait prévenu, dans *Kiel et Tanger*, en 1912, des 500 000 jeunes Français froids et étendus sur leur terre mal défendue ? Mais, de nouveau, l'anachronisme ajoute à l'argumentation gratuite : « Au nom de la France érigée en absolu [il y tient], les Français furent sacrifiés à une guerre qui, près d'un siècle plus tard, semble absurde à leurs descendants. [...] Maurras [...] qui savait que la France issue de la Révolution était devenue une idole, a pourtant suivi allègrement la voie révolutionnaire », allégresse que révèle en effet l'oraison funèbre de Lagrange, qui vaut pour chaque jeune ligueur et, par-delà, pour

tout jeune Français tué sur le front ! Ne reprochera-t-on pas également à Maurras son "pacifisme" en 1939 ? Du reste, Huguenin conserve (586) une citation de 1901 du Martégal, où celui-ci affirme : « Nous ne faisons pas de la nation un dieu, un absolu métaphysique, mais tout au plus, en quelque sorte, ce que les anciens eussent nommé une déesse. » Mais, loin d'interroger l'opposition dieu/déesse, c'est-à-dire celle de la transcendance pure à une figure humaine vécue comme transcendante - Boutang parlera plus tard de l'appartenance à une nation comme d'une situation contingente vécue sur le mode de l'absolu -, il fait un contresens : dans le texte, Maurras ne dit pas que les Anciens vivaient la cité comme un déesse - il leur suffisait de croire que la cité était sol sacré, « découpé » (sens de *templum*) après avoir été désigné par la divinité fondatrice - mais que lui la considère comme ce que les Anciens eussent nommé une déesse, c'est-à-dire une réalité humaine vécue sur le mode de la transcendance. Boutang, d'ailleurs, a montré dans son *Maurras* combien cette déesse humaine, presque trop humaine, était le refus de ce qu'il y avait de métaphysique dans la nation vécue, depuis la Révolution, comme « personne » (Michelet), avec l'emprise eschatologique du mot. Une nation a-t-elle à exercer son salut ? (Péguy) La France, Christ des nations ? (Renan) Huguenin ignore-t-il enfin ces textes de Maurras parus en 1917, c'est-à-dire au lendemain de Verdun, dans *Le Pape, la Guerre et la Paix*, où la disparition de la chrétienté et le surgissement des nations sont présentés comme une régression de l'humanité... ? « C'est le malheur des siècles et

la suite funeste de nos révolutions qui ont voulu que de nos jours les nations deviennent des intermédiaires inévitables pour ces rapports humains qui, sans elles, s'effondreraient. [...] Nous avons perdu l'unité humaine. » Il est plus profitable de lire Maurras que Viguierie, tout « magistral » qu'il soit (586). Huguenin ne peut dès lors que supprimer son ancienne conclusion (596-597, 568 dans la première édition), sur la revue néo-maurrassienne *Réaction*, de la fin du siècle dernier, qui « retrouve sur la nation les accents universalistes qui fondaient la conception maurrassienne. [...] En fin de compte, ce que l'on dénote comme le nationalisme ne serait "qu'une manière de vivre chrétiennement" », propre citation de l'auteur dans un article intitulé... « Nationalisme et Universalisme ». De fait, l'épilogue donne la solution. L'auteur constate dans les deux versions que « le XX<sup>e</sup> siècle, dans lequel s'inscrit la vie de l'école d'Action française [...] marque en effet le triomphe de l'idéologique démocratique », mais celle-ci est qualifiée en 1998 simplement de « moderne » (608) quand elle l'est en 2011 de « libérale » (578). Ce qui change tout. Il s'agit de poser dans la première édition la problématique d'une pensée traditionnelle confrontée à la modernité et des chances qu'elle peut avoir d'une reformulation en « des temps [...] sourds à son message. Alors, ceux qui voudront se consacrer à la maintenir à flot au milieu des turbulences, devront s'armer de patience et attendre la fin de la tempête. À la fin du voyage, Ulysse retrouve bien Ithaque et au terme de la tragédie, le chant d'Antigone couvre la voix de Créon », message d'espoir qui,

sans rien nier des difficultés à affronter, confirme bien que le « désespoir en politique est une sottise absolue ». Alors que le qualificatif « libérale » place Huguenin dans un autre problème, celle de ce désenchantement du monde ausculté par Marcel Gauchet, pour lequel le sens de l'histoire conduit à la société libérale universelle qui rendrait caduque *a priori* le discours maurrassien et tout discours politique reposant sur les valeurs traditionnelles héritées non seulement des contre-révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle mais, au-delà, d'Aristote et de saint Thomas. Mais qu'il soit finalement "traditionnel" ou "moderne" (en une dichotomie que nous récusons), qu'importe, au fond, puisque cet horizon indépassable de l'humanité que serait le libéralisme, en raison d'une évolution de l'état des mœurs décryptée par Tocqueville au XIX<sup>e</sup> siècle, devenue galopante au XX<sup>e</sup> siècle, rendrait caduque toute pensée politique en tournant le dos à la dimension même de l'homme comme animal politique. Pour Huguenin, « la nouvelle donne de la modernité, que l'on peut résumer comme étant la prétention de chaque individu à mener sa vie comme bon lui semble, n'est pas prise en compte » par Maurras (589).

Il serait facile de lui rétorquer que la critique par Maurras de la démocratie moderne repose précisément sur celle de l'individualisme dissolvant du lien social depuis la Réforme et triomphant avec les Lumières en France (une genèse que le premier Maritain avait bien mise en lumière dans un texte comme *Trois Réformateurs*). Que le phénomène se soit aggravé après la mort de Maurras, nul doute ! Et l'auteur de se demander si la question de la décentralisation a encore une pertinence dans la mondialisation ou si la revendication de l'autorité en haut et des libertés en bas n'est pas « inaudible » puisque aujourd'hui « l'homme moderne refuse de se laisser gouverner par une autorité sur laquelle il n'aurait aucun pouvoir » et que « c'est en haut que l'individu moderne réclame l'application de sa liberté ». C'est oublier que Maurras, qui n'a jamais accepté la théorie des trois états de l'humanité d'Auguste Comte, n'aurait en revanche jamais parlé, lui, de nouvelle « phase de l'humanité », en un jugement assez étourdissant : « Le refus de la pensée d'Action française à prendre en compte les manifestations de l'impératif moderne de liberté est saisissant. L'Église catholique, par le Ralliement, qui n'est pas une démission face aux prétentions de l'absolutisme moderne de la liberté, mais une prise en compte d'une nouvelle phase de l'humanité [sic] qui n'en change pas les fondamentaux anthropologiques [resic] a été plus réaliste » (590), comme le montrent nos églises noires de monde le dimanche et nos séminaires pleins à craquer... Il est vrai que depuis un siècle et demi, la pensée de l'Église catholique aura été de « concilier les impératifs de bien commun, de vérité et de liberté » (nous qui croyions qu'une telle concii-



liation était intrinsèque au message chrétien...), mais « en prenant en compte la montée en puissance de la revendication de la liberté individuelle comme une bonne nouvelle »... "Bonne nouvelle" ? "Évangile", en grec. On ne saurait, de fait, reprocher (faussement) à Maurras d'être inaudible au XXI<sup>e</sup> siècle parce qu'il (592-593) « cantonne la demande de liberté dans le domaine privé » et observe en même temps que la modernité, après avoir « survalorisé l'homme comme animal politique [...] a basculé vers une désaffection de l'individu pour le politique, au profit de la sphère privée, ainsi que l'avait entrevu Tocqueville ». La voix de Maurras resterait toutefois « inaudible » parce qu'« elle ne répond pas à la logique du soupçon démocratique qui consiste à donner à chacun le droit de récuser ses gouvernants, sans pour autant intervenir plus avant dans la vie civique ». Bref, la République sans la vertu, la démocratie sans sa religion : le degré zéro de la citoyenneté, qui est une réalité contemporaine mais ne saurait constituer toutefois sans danger une « nouvelle phase de l'humanité » qui, surtout, est peut-être déjà dépassée.

Car Huguenin a raison de parler de « phénomènes mouvants [...] à analyser plus finement » : il risque en effet d'être en retard d'une "phase de l'humanité". On observe aujourd'hui un double mouvement : continu de revendication individuelle et communautaire qui met en péril les fondamentaux anthropologiques comme ultime conséquence de la révolution individualiste ; sporadique, encore, de demande d'État et de communautés traditionnelles, face aux dégâts opérés par le mondialisme, en vue de nouvelles solidarités et d'autorité politique.

Nous ne reprochons pas à Huguenin, dans sa nouvelle édition, d'avoir été plus "sévère" envers Maurras, mais plus convenu. Il avait entrepris, en 1998, une aventure intellectuelle. Avec cette nouvelle édition, il a tourné le dos au risque de l'intelligence. La *correctness* est un tonneau des Danaïdes. Fin ■

Axel Tisserand

✓ Nous renvoyons au site Internet de l'Action française pour un chapitre annexe de notre critique, consacré à la liberté politique : <http://www.actionfrancaise.net/craque/?L-ACTION-FRANCAISE-UNE-HISTOIRE,2222>

1 - François Huguenin, *L'Action française*, Perrin-Tempus, 686 p., 12 €,

2012

## Année Jeanne d'Arc

On nous refait, en ce 600<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Jeanne d'Arc, le coup du traité de Troyes qui laissait la France aux Plantagenets.

QUE SERA L'ANNÉE 2012 pour la France ? Est-ce la fin ? À entendre les candidats déclarés (à l'exception peut-être de Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan et Jean-Pierre Chevènement), il semble que l'avenir de notre pays soit scellé. En effet, tous, ou presque, sont convaincus, pour faire face à la crise, qu'il faut enfermer notre nation dans un carcan européen encore plus contraignant. À moins qu'ils n'y soient résignés.

### Esprit et énergie

On nous refait, en ce 600<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Jeanne d'Arc, le coup du traité de Troyes qui laissait la France aux Plantagenets. Remplaçons, pour la comparaison, cette dynastie britannique par l'oligarchie euro-allemande et nous nous retrouvons dans cette même configuration d'abandon de notre souveraineté et de trahison de notre histoire. Mais le fait même que nous entrons dans l'année Jeanne d'Arc doit nous rendre espoir et énergie. Je ne sais comment les autorités vont se débrouiller pour occulter la dimension éminemment patriotique de la sainte dans les commémorations officielles, mais en ce qui nous concerne, nous saurons montrer ce que la Pucelle a apporté à notre pays, et, aujourd'hui comme hier, nous ne laisserons pas s'organiser sans broncher le dépeçage programmé de la France. Jeanne d'Arc, héroïne de France, est restée particulièrement chère au cœur des militants d'Action française, qui voient en elle le symbole de l'amour et du combat sans concession pour la patrie. De l'affaire Thalamos à ce jour, l'Action française n'a cessé de défendre l'honneur de celle qui incarna, par sa seule personne, tout ce qui justifie notre lutte. Oui, notre Action française, derrière Maurice Pujo, Marius Plateau, Maxime Réal del Sarte, Lucien Lacour et tant d'autres, a saisi la République à la gorge au prix de 10 000 jours de prison, pour imposer que soit rendu un culte national à la pucelle d'Orléans. Le maître de Martigues, avec l'acuité intellectuelle et politique qu'on lui connaît, a lui-même exprimé en son temps de façon fort brillante en quoi la sainte de la patrie était et reste des nôtres : « *Les faits parlent. Si la politique de Jeanne est royaliste, n'est elle pas d'un royalisme assez voisin de nous ? Quelque éloignée que doive se sentir une pensée terrestre, de cet astre allumé dans un éther aussi pur, ne nous défendons pas d'avouer ce que nous retrouvons dans son*



*magistère. Rien ne se fait dans la cité des hommes sans une règle d'ordre étendue à toutes les fonctions. Il en est de plus hautes que la fonction politique, mais dans la suite du temps, elle est la première : politique d'abord enseigne la pratique de Jeanne d'Arc. Dans un pays sujet au déchirement des partis, si surtout ce pays est envahi et démembré par l'ennemi extérieur, c'est presque un pléonasme : le gouvernement de l'Un a la vertu de mettre fin aux divisions et compétitions du gouvernement de plusieurs. C'est par l'Un qu'il faut commencer : roi d'abord. Le sacre de Reims. »<sup>1</sup>*

### Traquer les traîtres

Année 2012, année de tous les dangers et donc, par voie de conséquence, pour nous, année de tous les combats. Il nous faudra être d'une grande vigilance pour traquer les traîtres qui veulent en finir avec la France. Et ce n'est peut-être pas un hasard si ces apatrides ont choisi ce moment précis pour mener à terme leur noir dessein. La France ne nous abandonnera pas si nous n'abandonnons pas la France. Et à ceux qui, apeurés par la crise (dont auraient dû, au passage nous préserver l'euro et l'Union européenne), nous claquent qu'il faut plus d'Europe, nous répliquerons qu'avant de bâtir l'Europe, il convient de rebâtir la France. Jeanne de Domrémy ne nous démentira pas : il faut plus de France. Au nom de l'AF, j'adresse à nos militants et sympathisants des vœux de combat pour l'année nouvelle. Ce combat pourra prendre des formes multiples : intellectuelle, médiatique, physique, aussi, par une présence accrue dans la rue... Chacun, quelle que soit sa situation, peut mettre au service de notre cause ses compétences. Alors, tout le monde à son poste : « *les hommes d'armes combattront et Dieu donnera la victoire* » ! □

Olivier Perceval

<sup>1</sup> Charles Maurras, *Jeanne d'Arc, Louis XIV, Napoléon*, Ernest Flammarion éditeur, 1937.

## 219<sup>e</sup> anniversaire de la mort du roi Louis XVI

### » ŒILLET BLANC

La messe pour le repos de l'âme du roi Louis XVI et des membres de la famille royale sera célébrée à Paris, à la demande de l'Œillet blanc, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France, le samedi 21 janvier 2012 à midi.

### » MESSES À PARIS

- Samedi 21 janvier à 10 heures, place de la Concorde, face à l'hôtel Crillon, dépôt d'une gerbe de France royaliste.
- Samedi 21 janvier à 18 h 30, église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 3 rue des Bernardins, Paris 5<sup>e</sup>.
- Samedi 21 janvier à 19 heures, Centre Saint-Paul, 12 rue Saint-Joseph, Paris 2<sup>e</sup> (homélie par l'abbé Guillaume de Tanoüarn).
- Dimanche 22 janvier à 15 h 30, place de la Concorde (messe célébrée par l'abbé Néri).

### » MESSES EN PROVINCE

- BEAUNE - Samedi 21 janvier à 9 heures, chapelle du cloître Notre-Dame.
- DIJON - Samedi 21 janvier à 11 heures, basilique Saint-Bernard de Fontaines-les-Dijon (Fraternité Saint-Pierre).
- FONTAINEBLEAU - Samedi 21 janvier à 19 heures, église du Carmel, 6 bis boulevard du maréchal Leclerc (selon la forme extraordinaire du rite romain).
- LIMOGES - Samedi 21 janvier à 11 h 15, église Saint-Michel-des-Lions, place Saint-Michel.
- LYON - Vendredi 20 janvier à 18 h 30, église Saint-Denis à la Croix-Rousse (la messe sera suivie d'un pot et de la traditionnelle galette des rois de l'AF Lyon).
- NICE - Dimanche 22 janvier à 10 heures, chapelle de la Confrérie de la Très-Sainte-Trinité (Pénitents rouges), 1 rue du Saint-Suaire (au fond du cours Saleya). Dimanche 22 janvier à 9 heures, monastère des Clarisses, 30 avenue Sainte-Colette (messe suivie d'un-déjeuner ; inscription auprès de M. Thouvenin, 04 93 81 22 27).
- NIMES - Dimanche 15 janvier, 10 heures, cathédrale (messe célébrée à la demande de l'Association des amis de Jeanne d'Arc de Nîmes et du Gard, suivie d'un-déjeuner, d'une galette des Rois et d'une conférence sur "Nîmes, au temps de Jeanne" à 14 h 30 à la Maison diocésaine, 6, rue Salomon Reinach ; inscription auprès de Michel Baptiste, 06 88 14 45 91). Samedi 21 janvier à 11 heures, église Sainte-Perpétue (messe suivie d'un repas au Palace, à l'initiative du cercle Saint-Charles).
- PERPIGNAN - Samedi 21 janvier à 18 h 30, chapelle du Christ-Roi, 113 avenue Joffre.
- PACA - Samedi 28 janvier à 19 heures, abbaye de Saint-Michel-de-Frigolet (messe suivie d'une conférence sur "le compromis nationaliste" et d'un dîner au restaurant de l'abbaye).

## □ ACTION FRANÇAISE

# RDV le 21 janvier

Retenez cette date : le samedi 21 janvier 2012 sera marqué par notre galette des Rois, le cortège d'hommage à Louis XVI et un banquet.



- À 15 heures, venez partager avec les étudiants et lycéens d'Action française la traditionnelle galette des rois, dans nos bureaux, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>. Antoine Desonay, responsable étudiant de Paris, évoquera les combats d'AF de ces derniers mois et les enjeux futurs...
- À 18 heures, joignez-vous au cortège traditionnel en hommage à Louis XVI. Rendez-vous devant l'église de la Madeleine. Le cortège se dirigera vers le square Louis XVI et s'arrêtera devant la chapelle expiatoire.

- À 20 heures, participez au banquet d'AF. Rendez-vous au Flam's, 62 rue des Lombards, Paris 2<sup>e</sup> (métro Châtelet). Au cours d'un repas alsacien prendront la parole Stéphane Blanchonnet, président du comité directeur de l'AF, Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF, et François Marcilhac directeur éditorial de *L'Action Française 2000*. Inscription : 30 euros ; étudiants et chômeurs : 20 euros ; tarif d'entraide : 35 euros ou plus. Réservation obligatoire auprès du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris ; tél. : 06 88 97 00 40.



- PROVENCE - Le prochain cercle de formation des jeunes de l'AF Provence se tiendra le samedi 14 janvier et traitera de l'histoire de l'Action française. Renseignements : [afprovence@yahoo.fr](mailto:afprovence@yahoo.fr)

## 600<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Jeanne d'Arc

- ORLÉANS - Messe le 7 janvier à 11 heures, en la cathédrale d'Orléans, célébrée à la demande de l'association Avec Jeanne.
- PARIS - Messe le samedi 7 janvier à 11 heures, en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, place

des Petits-Pères, Paris 2<sup>e</sup> (métro Bourse), célébrée à la demande L'Association universelle des amis de Jeanne d'Arc, en présence de SAR le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme.

- NICE - Messe le dimanche 8 janvier à 16 h 30, au sanctuaire de Notre-Dame du Laghet, à 12 kilomètres de Nice (déjeuner et conférence le même jour, possibilité de covoiturage ; renseignements, auprès de Jean-Pierre Thouvenin, 04 93 81 22 27.

### » CONFÉRENCES

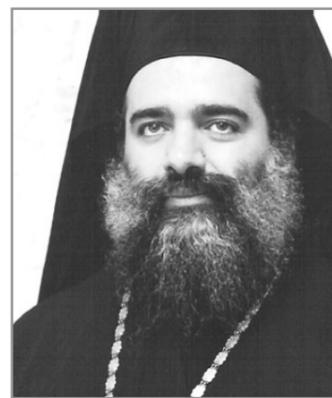
- HÉRAULT - Déjeuner royaliste le 21 janvier et conférence de Jérôme Bourbon, rédacteur en chef de *Rivarol* : "La monarchie peut-elle être un recours dans la crise actuelle ?" À 12 h 30 à l'Auberge du Bérange, route de Sommières, 34160 Saint-Geniès des Mourgues (entre Montpellier et Nîmes). Participation : 24 euros. Chèque à adresser avant le 13 janvier à Languedoc Tradition, Villa Giffone, 171 rue Léon Marès, 34070 Montpellier. Pour tout renseignement, téléphoner au 06 13 77 25 98.
- SUD-OUEST - Conférences de Philippe Ploncard d'Assac sur "le nationalisme français". À Bordeaux le jeudi 26 janvier à 19 heures, hô-

tel All Seasons, av. du général-de-Larminat (Méridack, tram A, arrêt Gaviniès). À Toulouse, le vendredi 27 à 19 heures, hôtel Au Clocher de Rodez, 14-15, place Jeanne-d'Arc (métro Jeanne-d'Arc). À Pau le samedi 28 à 15 heures, hôtel Quality Pau-Centre (ex-Kyriad), 80 rue Émile-Garet (proche du musée des Beaux-Arts et du centre commercial Bosquet). À Bayonne le dimanche 29 janvier à 15 heures, hôtel Amatcho, 27 boulevard maréchal-Soult (quartier Saint-Léon, sur la D810). Participation aux frais : 8 euros par personne. Nombre de places limité. Prière de s'inscrire avec son règlement avant le 19 janvier auprès de CAEC, BP 80093, 33035 Bordeaux Cedex. Renseignements sur [af-aquitaine.over-blog.com](http://af-aquitaine.over-blog.com)

REPORTAGE

# Chrétiens en Terre sainte

De retour de Terre sainte, où il a passé Noël, Charles-Henri Brignac nous livre son témoignage, nourri par ses rencontres avec des chrétiens de Palestine dont les sentiments s'avèrent partagés entre espoir et inquiétude.



M<sup>re</sup> Atallah Hanna, archevêque du patriarcat grec orthodoxe de Jérusalem



Un graffiti sur le mur de séparation construit par Israël

Avez-vous vu Gérard Depardieu dans *Raspoutitsa* ? En caricaturant un peu, c'est à lui que m'a fait songer M<sup>re</sup> Theodosios Atallah Hanna, archevêque du patriarcat grec orthodoxe de Jérusalem. Tout dans sa personne et sur lui prend des proportions imposantes : la taille, la barbe poivre et sel, la coiffe, tout est en harmonie. Sauf le petit logis qu'il occupe au patriarcat. Pour y accéder, on pénètre à Saint-Sauveur, dans cette partie de Jérusalem inconnue des visiteurs. Celle qui est terre d'Église et appartient aux diverses religions. Mon interlocuteur, singulier au physique, l'est encore plus par le lieu de sa naissance, l'engagement moral et politique qui en découle et les conséquences que cela entraîne pour lui. Bien qu'il eut fait ses études de théologie à Thessalonique, M<sup>re</sup> Atallah Hanna est un Palestinien né en Galilée. Le seul Palestinien de l'Église grecque orthodoxe. Au propre comme au figuré, dans sa large soutane, il est devenu la bête noire des autorités palestiniennes. Son discours, plus flam-

boyant qu'ecclésial, les indispose. Il s'en prend à Israël lorsque celui-ci interfère dans les querelles interreligieuses. Il est vrai qu'Arméniens, Grecs orthodoxes et catholiques se laissent aller trop souvent aux chamailleries et disputailleries. Il arrive que les soldats israéliens déboulent et prétendent ramener l'ordre. M<sup>re</sup> Atallah s'indigne : « Ils entrent en armes et de lieu saint, le Saint-Sépulcre devient un campement de soldats. »

## Prélat en quarantaine

Pour parler haut et fort, l'archevêque se voit mis en quarantaine par sa propre Église. Parce que, tout simplement, pour se concilier les faveurs du pouvoir, la hiérarchie a vendu et loué des terres d'Église à Israël. Ce que dénonce le prélat. Il se voit donc interdit de synode, de lieu où célébrer le culte et de bureau. On lui interdit de voyager et lorsque, de loin en loin, cela lui arrive, à l'aéroport Ben Gourion, il est soumis à une humiliante fouille au corps. Le Patriarcat Theophilos, dont il

dépend, cherche à le persuader de renoncer à son engagement palestinien : « Si vous le faites tout peut s'arranger. Immédiatement ! » Rien n'y fait. M<sup>re</sup> Atallah a rejoint M<sup>re</sup> Sabbagh, le premier primat de l'Église latine que nomma Jean-Paul II, dans le groupe Kairos : « Kairos a rapproché les clergés unis par une même langue, l'arabe. »

Comme tous les chrétiens, M<sup>re</sup> Atallah se réjouit de l'entrée de la Palestine à l'Unesco et de la demande d'inscription de l'église de la Nativité et de la vieille ville de Bethléem au patrimoine mondial de l'humanité. Ce qui devrait valoir aux archéologues des fonds attribués à la restauration. Il y a néanmoins une contrepartie préoccupante : l'admission à l'Unesco entrouvre la porte aux gouvernements. Si M<sup>re</sup> Atallah ne pense pas que les Israéliens en tirent de nouveaux avantages, tous ne partagent pas son optimisme tempéré... C'est le cas du custode (supérieur), le très révérend père Pierbattista Pizzaballa, un franciscain comme le veut une tradition séculaire :

c'est en 1342 que fut érigée la custodie de Terre sainte, conférée aux Franciscains par le pape Clément VI, qui fit de l'ordre le gardien des Lieux saints. Son rôle sera reconnu par les lois ottomanes de 1881 régissant l'exercice du culte et des relations avec les Églises chrétiennes. La custodie veille également sur les propriétés catholiques en Terre sainte. Elle se situe en lisière de la Porta Nova à Jérusalem. Belle demeure en pierres de Jérusalem d'un blanc crème rendu ocre par le soleil. Le custode a belle allure sous la robe de bure. De commerce agréable, cet Italien possède le français, mais pratique plus aisément l'anglais. Il ne dissimule pas les appréhensions que lui inspire une remise en cause des lois ottomanes. C'est un fragile équilibre qui pourrait être remis en cause : « Si les gouvernements se voient désormais le droit d'intervenir, des temps difficiles sont à prévoir. Nous demeurons distants devant cette perspective. Je vous rappelle que les prêtres ne disposent pas d'un statut légal. »

## Printemps arabe

Le dossier s'avère complexe. Il peut opposer le Spirituel au Temporel. Le Spirituel, ce sont les Églises. Le Temporel le plus redouté, c'est le gouvernement israélien, mais également l'Autorité palestinienne. Même si celle-ci témoigne de la plus grande bienveillance, elle peut, demain, après-demain, céder à la tentation de faire sentir une souveraineté dont elle est en quête. Les chrétiens palestiniens se voient au fil du temps saisis en étau par un judaïsme conquérant et un islam qui se radicalise, en Palestine et dans l'ensemble du monde arabe. Mes interlocuteurs réagissent avec prudence et le sens des nuances. Le custode se dit « pessimiste » mais pas « négatif » devant les révolutions arabes : « Après quarante ans de dicta-

tures, il n'y avait pas d'autre alternative. » Mais, ajoute-t-il, en mesurant ce que cela entend, « ces nouveaux pouvoirs vont devoir s'affirmer ».

L'archevêque orthodoxe témoigne d'une prudence égale : « Le point de vue chrétien devrait être entendu. Mais pour cela, les chrétiens ne peuvent s'isoler. C'est pourquoi je tiens à préserver de bonnes relations avec tous les partis palestiniens sans discrimination. Je m'efforce de parler au Hamas pour sécuriser les chrétiens. » Des chrétiens dont le nombre et l'influence ne cessent de décroître. Ils étaient encore sept mille à Gaza il y a quelques années. Les voici à peine à trois mille. On en compte environ douze mille à Jérusalem, trente-cinq mille à Bethléem, où le maire, Victor Batarseh, est un chrétien qui, dans son conseil municipal, est soutenu par le Hamas. Non sans nostalgie, M<sup>re</sup> Atallah rappelle qu'en 1948 il y avait 20 % de chrétiens. Aujourd'hui, on les évalue entre 1,5 % et 1,9 % dans la Palestine historique. Mais, se voulant encourageant, il assure qu'on relève actuellement « une stabilisation ». Il n'empêche que les révolutions arabes l'inquiètent : « Elles sont dangereuses pour les chrétiens d'Orient. Les États-Unis et l'Europe, croit-il, ne pensent qu'au pétrole. » Avec humour, il a ces mots : « Je ne veux pas remplacer un dictateur par mille autres qui parlent au nom de Dieu. » Un trait que je rapprocherai de celui d'un ami palestinien, pourtant d'origine musulmane : « Jésus est à nous. C'est un prophète palestinien. Mohamed, lui, est un prophète saoudien... » ■

Charles-Henri Brignac

## » PRISON

La Palestine est hachurée par plus de cinq cents *check-points*. Le Mur aussi s'est étendu, enserrant les terres, les morcelant. Désormais, il entoure Bethléem avec ses tours de garde hautes de plus de dix mètres. Les tags enluminent les murailles. Parfois, des artistes de talent s'y exercent, à moins que de fortes têtes clament leur rébellion : « On peut emprisonner nos corps, pas notre esprit. » Désormais, l'accès à la ville peut à tout moment être coupé en faisant glisser une énorme porte blindée. Lors

d'un incident, nous l'avons vu. Le mot prison acquiert alors toute sa réalité.

## » BÉDOUINS

Israël ne cesse de s'étendre en confisquant ce qui reste de la Palestine. À l'est de Jérusalem, en direction de la mer Morte et de Jéricho, vivent encore des tribus bédouines. En dépit de l'opposition des États-Unis, le gouvernement israélien élabore un vaste plan d'urbanisation. S'il est mis en exécution, il entraînera l'expulsion de 27 000 bédouins. Le rouleau compresseur ne s'arrête jamais.